

NOUVELLES



DE
L'OTAN

ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD • SERVICE DE L'INFORMATION • PARIS

PUBLICATION MENSUELLE

Vol. 10, n° 2 — Février 1962

DANS CE NUMÉRO :

CE QUE LA GRÈCE ATTEND DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

par le Professeur Grégoire Cassimatis

L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE LA TURQUIE

par le Colonel Cihad Alpan

VERS UNE CIVILISATION AMERICANO-EUROPÉENNE

par M. Raymond Aron et M. Max Lerner

NOUVELLES DE L'OTAN

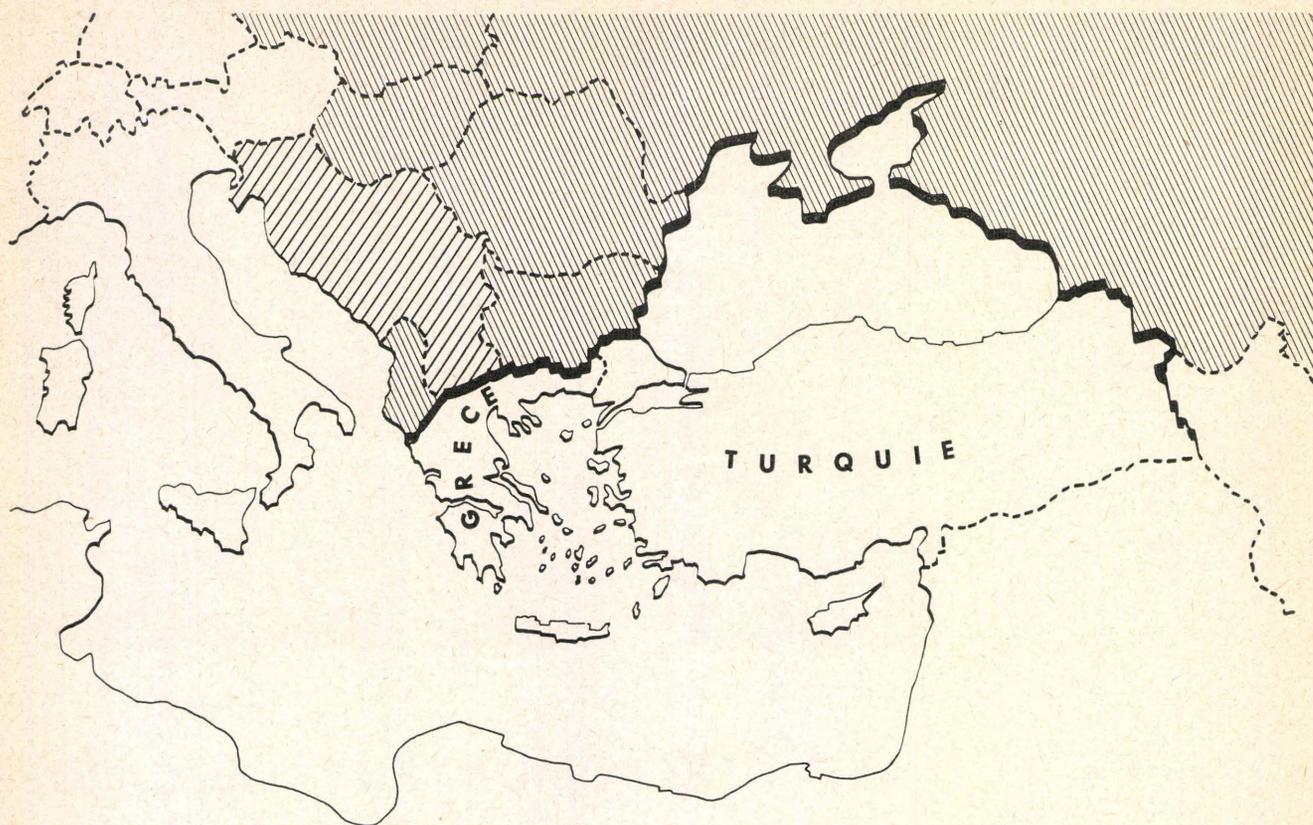
Février 1962



Sommaire

BASTIONS DU SUD-EST	1
Les Grecs montent la garde	2
Ce que la Grèce attend de l'Alliance Atlantique par le Professeur Grégoire Cassimatis	4
L'importance stratégique de la Turquie, par le Colonel Cihad Alpan	7
Les Turcs sur le qui-vive	12
« Notre seul espoir : un bloc occidental uni » (M. Christian Herter devant la Convention Atlantique)	14
L'Institut Atlantique réclame un projet d'enseignement	15
Commandements et Organismes de l'OTAN	
Commandements Alliés en Europe	
— Nominations au COMBALTAP	16
— Exercice « Long Thrust Two »	16
— AFSOUTH	17
— AGARD	17
La voix de l'URSS	
Conversion au socialisme par « toutes les formes de lutte »	18
Nos lecteurs nous écrivent	
Lettres de M.O. van H. Labberton et M. James R. Huntley	19
Documentation	
Vers une civilisation américano-européenne, par Raymond Aron et Max Lerner	20
Livres	
« <i>Freedom's frontier — Atlantic union now</i> », par Clarence K. Streit	23
« <i>Kremlin target : USA — conquest by propaganda</i> », par Donald Dunham	24
« <i>Le gouvernement de l'URSS</i> », par Michel Mouskhély et Zygmunt Jedryka	24
Manuels militaires allemands.	25
Bibliographie	26
Divers	
Progrès économique en Grèce	6
Qu'est-ce que la Convention Atlantique ?	15
Cours à l'Institut pour les Etudes européennes « Alcide de Gasperi »	27
Comment soutenir l'Alliance Atlantique	28

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées sous l'autorité du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Leurs articles ne doivent pas être considérés comme exprimant les opinions du Conseil de l'Atlantique Nord ou de ses Gouvernements membres pris séparément.



BASTIONS DU SUD-EST

IL Y A DIX ANS, la Grèce et la Turquie renonçaient à affronter seules, comme elles l'avaient fait jusque là, la guerre froide menée contre elles par les pays communistes depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, et demandaient à bénéficier de la sécurité offerte par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tout en renforçant cette dernière.

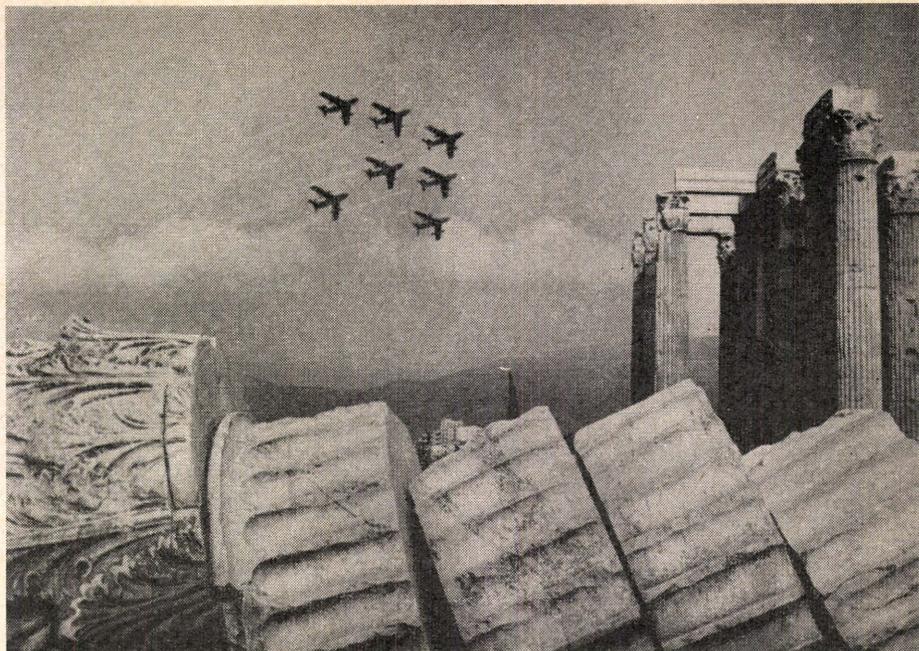
Du fait de la position stratégique de certains points de leurs frontières avec les pays satellites, ces deux nations étaient directement exposées à la menace communiste sous toutes ses formes. Pendant trois ans, la Grèce a dû lutter, à l'intérieur de ses propres frontières, contre les détachements de guérilla communistes, alors que de son côté la Turquie défiait les menaces communistes visant à la domination de la route maritime qui va de la Mer Noire à la Méditerranée en passant par les Dardanelles et le Bosphore. Ces deux pays, très différents par leur culture et par leurs traditions, partagent une même résolution opiniâtre de préserver leur liberté.

Cette même volonté de résistance à la menace soviétique a amené la Grèce et la Turquie à abandonner leur rôle précaire d'Etats tampons entre l'est et l'ouest pour se joindre à l'OTAN et, ainsi, former le flanc sud-est d'une Alliance qui s'est engagée à défendre chacun de ses membres.

Les dix années qui se sont écoulées depuis leur adhésion n'ont pas vu décroître la menace et les pays membres de l'OTAN ont renforcé leur cohésion, sur le plan politique comme sur le plan militaire, et ont entrepris de nouvelles tâches, notamment dans le domaine scientifique. Ces nouveaux champs d'activité de l'OTAN ont fait s'accroître proportionnellement les avantages qu'en retire chacun de ses membres, et la Grèce et la Turquie, de même que leurs alliés, peuvent envisager des progrès scientifiques et technologiques qu'une nation ne pourrait réaliser par elle seule sans consentir de lourds sacrifices.

Les articles que nous publions ci-après montrent qu'il existe entre la Grèce et la Turquie autant de points communs que de différences, mais que chacune d'elles vient enrichir l'Alliance de sa tradition nationale propre.

Ils ont une longue tradition à maintenir et ils sont tous préparés à le faire.



LES GRECS MONTENT LA GARDE

Une autre journée vient de s'écouler, mais il faut continuer à veiller pendant la nuit.



Le rude terrain de la Grèce fournit un champ d'entraînement naturel et idéal à ses jeunes soldats. Les forces blindées sont soumises à de dures épreuves sur les pentes des montagnes rocheuses. Quant aux divisions d'infanterie, avec leurs fusées « NIKE » et « HONEST JOHN », elles sont sans cesse initiées à la guerre électronique la plus moderne. Une flotte composée d'éléments variés et nouveaux est indispensable pour assurer la sécurité du pays. La Grèce possède une marine marchande qui vient en sixième position dans le monde (plus de 1.000 bateaux) et ses douzaines de petites îles doivent toutes être protégées.

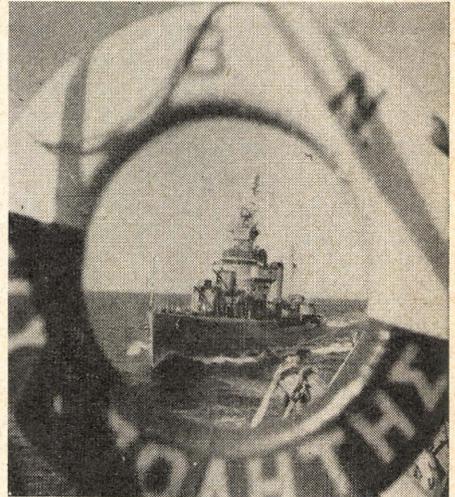
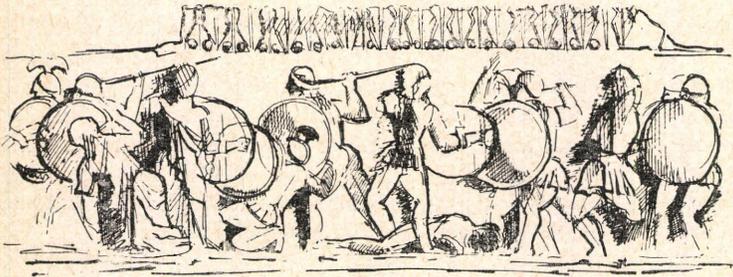


Camouflés sous leurs uniformes blancs, des soldats grecs patrouillent dans la neige.



(Photos Shape, Afsouth
et gouvernement grec)

*Un fusil moderne change
l'aspect du costume légendaire
des célèbres Evzones.*

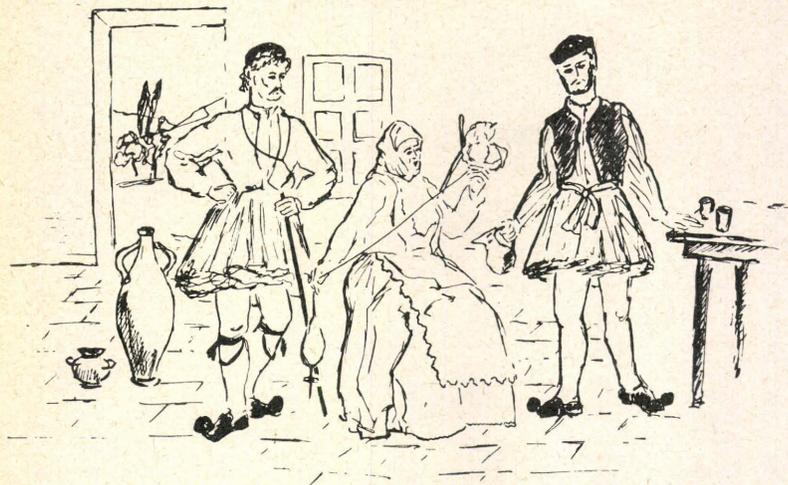


*Pour protéger ses nombreuses îles, la Grèce fait appel
à sa marine nationale.*



*Après avoir réussi leur débarquement,
des troupes grecques poursuivent
leurs manœuvres comme en temps de
guerre.*

CE QUE LA GRÈCE ATTEND DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE



par le Professeur
Grégoire P. Cassimatīs

LE problème qui existe au sein de notre Alliance, à savoir celui de l'inégalité des niveaux de développement économique dans les différents pays de l'Europe libre et les conséquences politiques et sociales qui en découlent, n'est pas de ceux qui se résolvent aisément. Je n'ai à cet égard aucune illusion. Mais tous les problèmes internationaux sont difficiles à résoudre ; ce qui ne signifie nullement qu'il ne faille pas les affronter, les examiner et surtout les connaître. Les réflexions que je me permets de présenter aujourd'hui visent à approfondir encore un peu les données du problème.

C'est enfoncer des portes ouvertes que de répéter que l'aspiration au bien-être est devenue pour le monde d'aujourd'hui une idée-force ; elle prend même parfois le caractère de psychose sociale qui pousse les masses vers des extravagances inexplicables pour celui qui s'en tient aux explications des phénomènes sociaux normaux. La grève des ouvriers anglais protestant contre la suspension de l'arrêt du travail pendant une demi-heure dans l'après-midi, arrêt qui, sans soulager leur horaire de travail, leur permettait de prendre le thé traditionnel, est un exemple hautement significatif.

M. Grégoire Cassimatīs, ancien membre du Parlement grec et actuellement ministre de l'Éducation ; gouverneur pour la Grèce de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.



Le bien-être n'a pas de cadre concret. Ce n'est qu'après avoir obtenu une amélioration ou un changement dans son genre de vie, ce qui n'est pas toujours la même chose, qu'on peut taxer de bien-être, à tort ou à raison, la nouvelle situation de l'intéressé. Le bien-être n'est pas toujours la même chose que l'élévation du niveau de vie. Ce dernier a un caractère quantitatif ; c'est une addition à la situation d'avant. Le bien-être revêt, au contraire, un caractère qualitatif. De ce fait, le premier est objectif et plus ou moins matérialiste, le second subjectif et plusieurs fois idéaliste.

Le danger matérialiste.

L'influence de la manière de vivre américaine après la dernière guerre mondiale, a été trop grande pour les pays de l'Europe ; elle était due au contact plus large et plus concret entre les deux hémisphères, rapprochés par une tâche commune pour la défense de la civilisation et accélérées par le progrès technique et les bas prix des transports aériens et maritimes. Après les catastrophes de la dernière guerre et la pauvreté et la misère qui en ont résulté, il était naturel que, la reconstitution de la plus grande partie de l'Europe ayant été effectuée avec l'aide américaine, l'aspiration des peuples européens au « bien-être » d'outre-Atlantique se soit installée dans l'âme des masses comme un idéal urgent. Mais, en même temps, le progrès miraculeux de l'industrie dans certains pays de l'Europe, surtout en Allemagne, aux Pays-Bas, en Scandinavie, en Italie et en France après la reconstruction si rapide des pays détruits, a eu comme résultat une prospérité sans précédent et la création d'un niveau de vie approchant de plus en plus celui des Améri-

cains, ce qui a beaucoup changé le caractère de notre civilisation européenne.

La civilisation occidentale est ainsi devenue plus matérialiste à notre époque. Et cela constitue le grand danger pour notre avenir. Nous, les peuples libres, qui avons fait l'histoire du monde civilisé comme les soldats de l'idéal, nous sommes en définitive influencés par l'essor industriel et l'avidité humaine pour le profit et nous sommes arrivés à accepter le raisonnement matérialiste qui était le résultat de la synthèse de la réaction contre ce même matérialisme industriel et de l'école économique classique ; la même synthèse qui a donné aux communistes la base de leur construction idéologique.

Foi en un idéal.

Mais s'il est vrai que l'homme ne peut pas vivre sans pain, il est vrai aussi qu'il ne vit pas de pain seulement. Et l'évolution a été irréductible. L'homme est au fond idéaliste ; dans son for intérieur il a la foi, quelle qu'elle soit, la foi en un idéal ; cet idéal s'appelle parfois : religion, Dieu, patrie, socialisme, liberté... C'est parce que cet idéal existait pendant la deuxième guerre, que nous avons survécu à l'agression hitlérienne ; et, du reste, c'est parce que cet idéal existe que nous avons mis sur pied l'Alliance atlantique et écarté la menace soviétique. En ce qui concerne mon pays, c'est grâce à cet idéal que les Grecs ont résisté aux Allemands et n'ont pas plié le front et le genou pour laisser aux alliés la tâche de régler seuls leurs comptes avec l'Allemagne.

Mais ce qu'on a en soi ne suffit pas. La grande mission pédagogique de l'entourage social est de développer les qualités de l'homme et de restreindre les poussées matérialistes que la vie crée de toutes parts et de tout temps. La vocation du Christianisme en tant que religion de salut comprend cette fonction sociale et humaine. Mais il y a toujours des forces plus impérieuses qui transforment le climat social et forgent parfois des contradictions internes difficiles à dépasser. La capitalisme du XIX^e siècle en était une. Et le socialisme démocratique de nos temps n'en est que la réaction. Entre

les deux une synthèse est élaborée, non pas en tant que doctrine (quoique même cela soit possible en voyant la réalité dépasser les slogans intransigeants qui ne s'appliquent nulle part) mais dans la foi sociale des sociétés d'aujourd'hui. Le capitalisme nous a donné l'aspiration matérialiste à l'élévation du niveau de vie des hommes ; le socialisme, en projetant dans le social l'idée politique de l'égalité, nous a donné les bases de l'aspiration au bien-être.

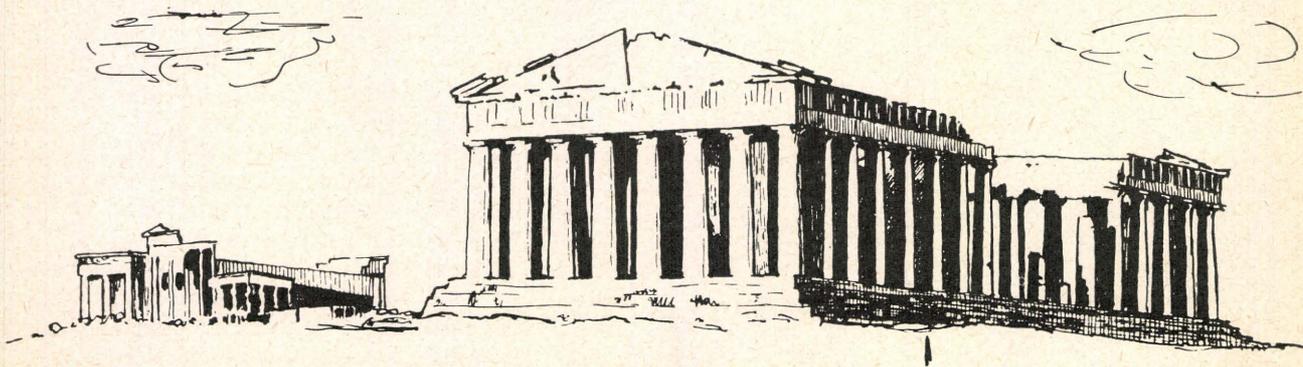
L'Alliance atlantique n'est pas une création *ad speciem aeternitatis*. Formée pour défendre l'Occident et ses valeurs contre l'agression communiste, elle revêt chaque jour de plus en plus un caractère d'unité de pensée ; sans cette unité, d'ailleurs, les bases militaires ne seraient pas solides. Mais cette unité, déjà difficile en ce qui concerne les problèmes de l'actualité politique, devient encore plus fragile quand elle touche à l'économique et au social.

J'ai soutenu que la Conférence d'Oslo ouvrirait à l'OTAN (*) des perspectives nouvelles en prenant la décision d'envoyer une mission de « sages » pour examiner la situation économique de la Grèce et de la Turquie et pour suggérer les moyens les plus adéquats pour conseiller et, éventuellement, aider ces pays dans leur développement. Nous pouvons voir que l'idée a fait son chemin. Les trois « sages », Edgar Faure en tête, ont accompli leur voyage. Nous sommes en droit d'attendre leurs conseils, et l'aide que nous autres pays sous-développés de l'OTAN espérons recevoir en réponse aux appels adressés aux membres riches de notre Alliance. Le monde atlantique a mis beaucoup de temps pour penser à ses propres pays sous-développés.

L'aspect psychologique

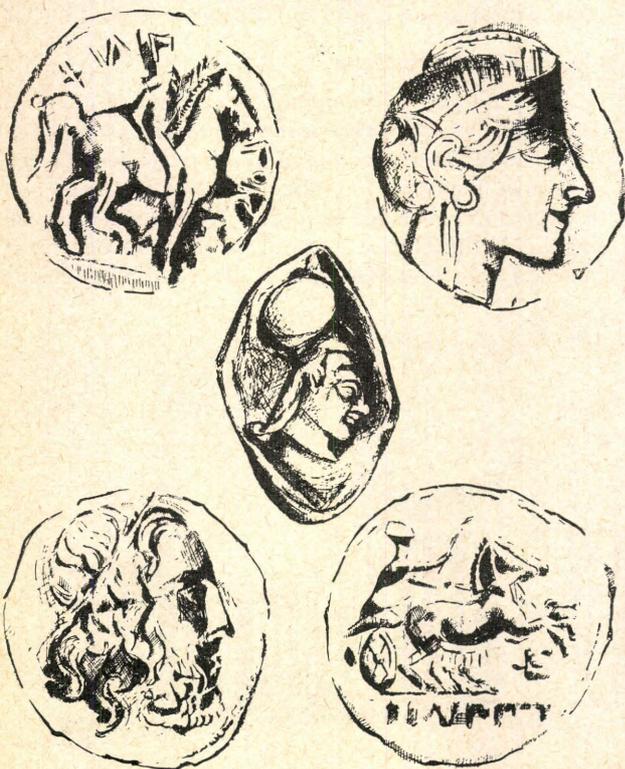
L'aide économique n'a jamais cessé de constituer pour la Grèce une grande nécessité sociale et politique. Des dizaines de milliers de jeunes gens et jeunes filles quittent chaque année la Grèce pour trouver du travail à l'étranger. Nous nous trouvons en face de difficultés qui pourraient avoir des répercussions très étendues. La seule solution qui s'im-

(*) Voir *Nouvelles de l'OTAN*, juillet 1961.



pose est la création des fonds spéciaux pour l'aide aux pays insuffisamment développés de l'Alliance. Ces fonds alimentés par les cotisations des pays industriels seraient gérés par un comité d'experts permanent, de façon à synthétiser les besoins de développement à long terme et la nécessité de faire face au danger immédiat, qui a un caractère social. Les masses, fatiguées par l'attente d'une amélioration de leur sort et découragées par l'évanouissement de leurs espoirs, sont tombées dans un état apathique lourd de menaces. C'est pour cela que l'aide économique de l'OTAN a pour la Grèce une importance tellement grande au point de vue social et politique. Il en est de même pour la Turquie.

Mais il ne faut négliger, et c'est pour cela que j'ai tenu à souligner, au début, l'aspect psychologique qui est lié à l'aspiration au bien-être, que dans le processus du développement économique un vide est toujours créé par l'accélération des aspirations psychologiques des masses. Il est évident, pour ceux qui suivent de près ce processus, qu'une spirale est toujours latente dans l'âme populaire. Plus on progresse, plus on est exigeant. Un de mes maîtres du temps (hélas ! lointain) de mes études universitaires donnait une explication simpliste des crises économiques, en rappelant que le phénomène de la surproduction ressemble au manque de contrôle d'une poêle à charbon, qui ne donne pas tout de suite la chaleur nécessaire et que son propriétaire charge continuellement jusqu'à ce que la



PROGRES ECONOMIQUE EN GRECE

Le Premier ministre grec, M. Constantin Caramanlis, a donné les renseignements suivants sur les programmes d'investissements publics pour 1962, qui se porteront sur 9.586 millions de drachmes.

Ces investissements seront ainsi répartis :	
Agriculture et pêche	2.712 millions
Industrie et énergie électrique	2.906 »
Transports et Communications	1.884 »
Tourisme	670 »
Programmes en province	450 »
Autres branches de l'économie . . .	964 »

Le Premier ministre a souligné que l'économie grecque est en progrès constant. Les chiffres officiels montrent que pendant les six dernières années le revenu national a augmenté de 59 %, tandis que le coût de la vie n'a fait qu'un bond de 12 %. Ainsi le niveau de vie de la population a été considérablement amélioré.

chaleur devienne insupportable, au point qu'il soit obligé de sortir de la chambre lui-même. L'explication est psychologique en premier lieu. Le propriétaire du poêle n'avait pas la patience d'attendre que le peu de charbon mis au commencement provoque son effet salutaire.

Impatience des masses

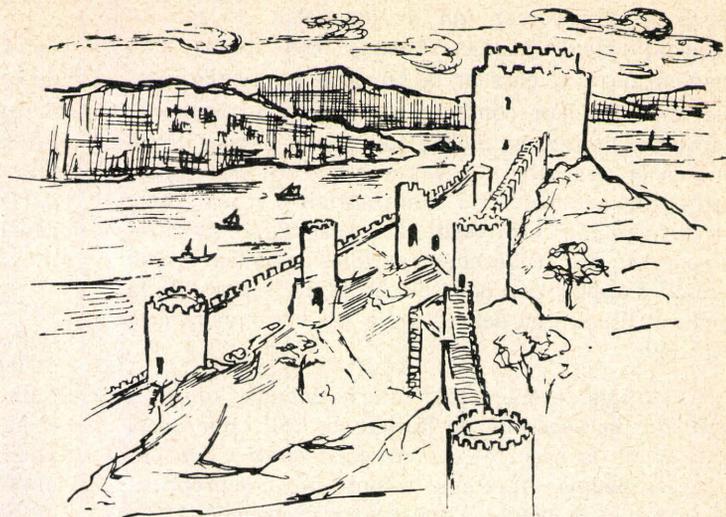
Il en est de même avec le développement. Les masses n'attendent pas. Leur impatience est, naturellement, un bon signe ; cela prouve qu'elles partagent les aspirations universelles au bien-être. Mais cela démontre aussi qu'elles ne sont plus, autant qu'autrefois, sensibles aux programmes et aux sacrifices. Elles demandent tout et sans délai. Est-ce le résultat de l'orientation matérialiste de notre civilisation actuelle ou un des aspects de l'angoisse, le sentiment que l'instabilité mondiale a fait enraciner dans l'âme de l'homme moderne et que François Mauriac a si magistralement expliqué, il y a quelques années, aux Rencontres Internationales de Genève ?

Ce qui importe, c'est de voir la réalité en face. Un ancien slogan, si humain mais si oublié, dit que le riche ne comprend pas la misère du pauvre. Mais il ne s'agit plus de la misère. Il s'agit de ne pas avoir la cécité de Marie-Antoinette qui se demandait (si la petite histoire est vraie) pourquoi les révolutionnaires qui protestaient parce qu'ils n'avaient pas de pain, ne mangeaient pas celui d'Espagne.

La procédure psychologique a créé le vide. Il faut l'affronter. Surtout quand il s'agit des membres d'une même Alliance. Il y a deux moyens pour faire face à la situation. Le premier est psychologique. Il faut que les peuples pauvres de l'OTAN sentent la solidarité des peuples riches. Je ne suis pas sûr qu'ils soient arrivés à avoir le moindre sentiment de cette solidarité. Le deuxième est économique. Les décisions d'Oslo doivent entrer dans le stade des réalisations pratiques. Et vite.

L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE LA TURQUIE

par le Colonel Cihad Alpan



LA Turquie est l'un des quinze pays qui, conformément aux objectifs et aux principes des Nations Unies, ont mis en commun au sein de l'organisation de l'Atlantique Nord leurs efforts en vue d'assurer leur défense collective ainsi que la paix et la sécurité.

Certes, il nous semble difficile d'avancer des idées neuves et originales au sujet de la Turquie, du point de vue de l'OTAN, à la veille du Dixième Anniversaire de l'adhésion de la Turquie à cette organisation, dont elle est membre depuis le 18 février 1952. En effet, durant cette décade l'OTAN se trouve avoir étudié la Turquie sous tous ses aspects et surtout en matière de stratégie. Cependant, l'évolution et les développements constants que le temps impose à toutes choses donne également une vitalité accrue aux études et aux évaluations stratégiques et rend par conséquent nécessaire que celles-ci soient effectuées avec un soin tout spécial. C'est de cette nécessité que nous tirons l'inspiration et l'audace de nous livrer à cet essai.

Il ne saurait entrer dans le cadre du présent article d'évaluer la position stratégique de la Turquie des points de vue : de l'étendue géographique probable d'une guerre éventuelle et du rôle qui lui incomberait ; des conditions de géographie physique ; des valeurs matérielles et morales concernant la quantité et la qualité de son potentiel humain ; des convictions sociales de son peuple ; de sa doctrine et de son potentiel économique ; de ses capacités et de ses moyens scientifiques et technologiques ; de ses relations politiques et commerciales ; de ses forces armées et de défense civile organisées et entraînées en fonction de toutes ces conditions et dotées de l'infrastructure nécessaire, et de leur potentiel et volonté de combat ; de l'état

de ses préparatifs de guerre et de ses moyens de survie et enfin des jugements objectifs tirés de l'histoire sur tous les points énumérés ci-dessus. Nous nous bornerons donc à souligner ici quelques réflexions que nous inspirent les relations stratégiques entre la Turquie et l'OTAN dans les conditions actuelles.

Caractère global

Le déroulement et les résultats de la Deuxième guerre mondiale ont étendu le champ de combat à la terre entière et ont donné à la stratégie un caractère global. Le mécanisme extrêmement compliqué et destructif de la guerre moderne nécessite un recours rapide à la stratégie globale en cas d'attaque surprise thermonucléaire ou pour y riposter sur un front aussi large que possible, sans en être anéanti. Ces conditions ont augmenté l'importance et l'étendue des préparatifs de guerre, et surtout de leur mise en application dès le temps de paix, entre communautés alliées.

Quant aux luttes idéologiques qui ont, après la guerre, fait leur apparition sur tous les continents sous forme d'actions encore plus vio-

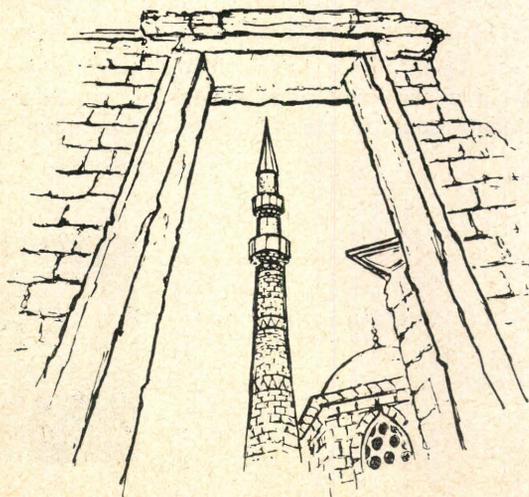
Le Colonel Cihad Alpan, chef de la division d'Organisation et d'Instruction des forces terrestres turques au ministère de la Défense.



lentes et précises et qui de plus, par les conflits internationaux qu'elles créent, constituent une menace pour la paix et la sécurité du monde, leur direction et leur conduite n'en ont pas moins un caractère nettement global. Les performances croissantes et le potentiel de guerre accru des forces armées constituent une confirmation mathématique et physique de cette vérité. Les possibilités de développement des recherches spatiales indiquent qu'un champ d'application sans discontinuité autour de la terre et illimité en dehors de la terre s'ouvrira à la stratégie.

Les événements internationaux ont fait accepter la nécessité de la défense collective de la paix et de la sécurité comme entité indivisible par tous les peuples de bonne volonté qui comprennent la nature et la portée d'une guerre éventuelle. L'Organisation des Nations Unies est l'œuvre de cette conception qui, en matière de stratégie et d'idéologie globales, évalue chaque pays sans tenir compte du fait qu'il soit grand ou petit, avancé ou retardé, fort ou faible, jeune ou mûr. Elle pousse les pays partageant les mêmes idées à mettre sincèrement en commun tous leurs efforts au service des organismes de défense commune encadrés par les larges frontières de la géopolitique. L'OTAN, elle aussi, est le fruit de cette conception.

Mais ni la puissance ni l'étendue géographique de cette organisation de défense collective ne furent jugées suffisantes pour préserver la paix et la sécurité mondiales. Afin de permettre d'obtenir une supériorité géographique et d'appliquer, sur la base de plus grands préparatifs périphériques, la stratégie globale contre un éventuel agresseur, il a été jugé nécessaire d'étendre la chaîne de sécurité de l'OTAN jusqu'aux pays d'Extrême-Orient, avec lesquels les membres de l'OTAN maintiennent des relations historiques et politiques. Et ceci donna naissance à l'OTASE et au CENTO.



Les activités des Nations Unies, de l'OTAN, de l'OTASE et du CENTO et les engagements divers de ces organisations vis-à-vis des événements mondiaux sont le résultat d'une stratégie globale et de luttes idéologiques globales. Dans ces conditions, le fait que la Turquie soit membre des Nations Unies, de l'OTAN et du CENTO revêt une importance considérable sous de nombreux aspects.

La défense commune de l'OTAN se fonde sur la ferme résolution des pays membres de l'Alliance, sur leur foi en la communauté de leur destin et leur attachement à celui-ci, sur la mise en commun de leurs efforts destinés à assurer cette défense et sur la coopération qu'ils sont décidés à développer pour s'entraider effectivement en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre pour la défense individuelle ou collective contre une attaque armée.

La zone géographique de l'Alliance qui s'étend à tous les territoires des pays membres en Europe, en Amérique du Nord et en Asie-Mineure ainsi qu'en Algérie, aux mers et aux îles situées au nord du tropique du Cancer et à l'espace aérien au-dessus de cette région, indique clairement la valeur stratégique aux multiples aspects de la Turquie du point de vue de la stratégie globale et générale (terre, mer, air) de l'OTAN (voir croquis n° 1).

Point focal de la paix

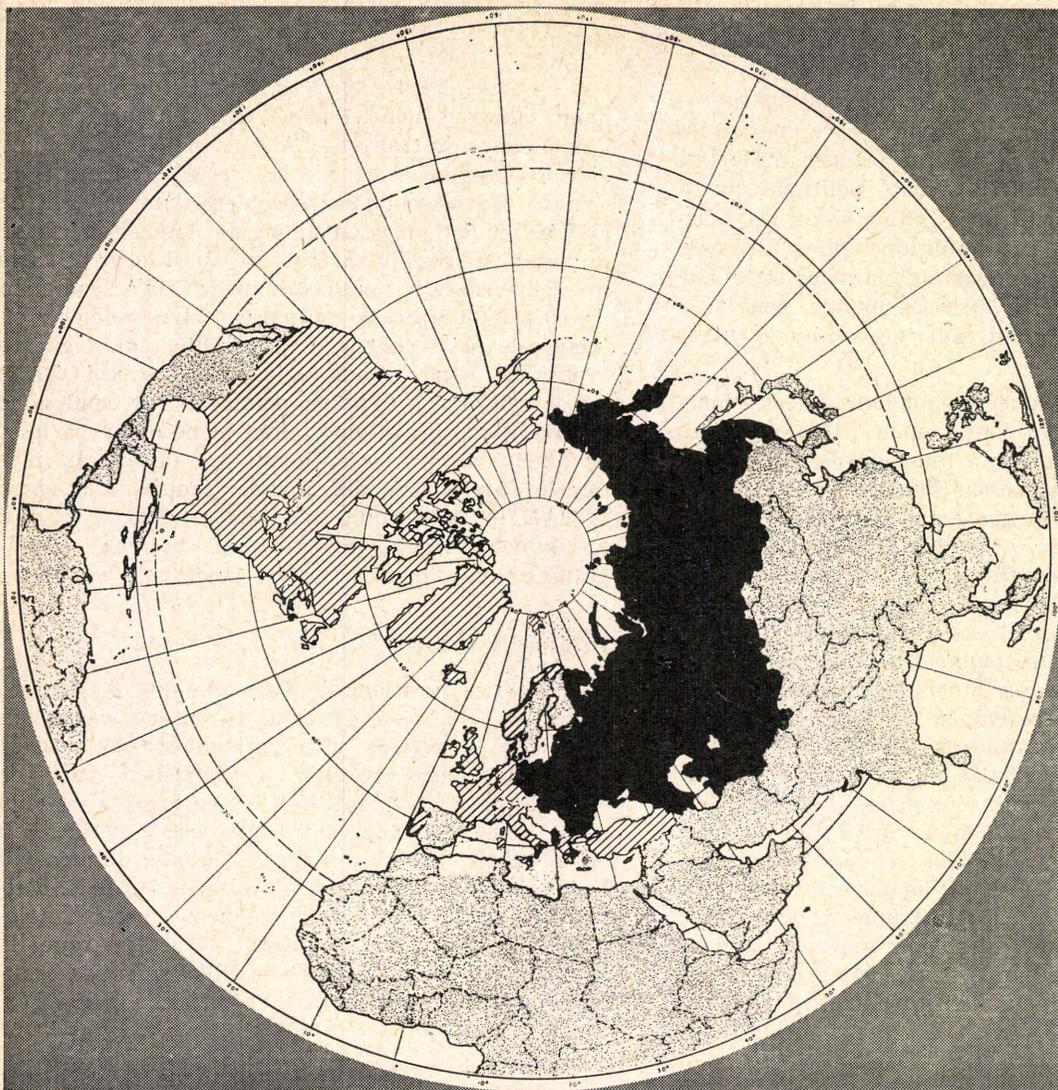
Les périodes d'expansion et de recul de l'empire Ottoman, les opérations terrestres, maritimes et aériennes des deux guerres mondiales qui ont eu cette région pour théâtre ainsi que les relations historiques auxquelles tous ces événements ont donné naissance, aussi bien que l'importance des problèmes internationaux, ont fait de la valeur stratégique de l'Asie-Mineure une réalité consacrée par l'histoire.

Le territoire de la Turquie a servi de base offensive pendant la période d'expansion de l'empire Ottoman ; elle s'est transformée en base défensive pendant la période de recul et a eu une influence importante sur le cours et le résultat des deux guerres mondiales. La Turquie, qui est une zone clef dans le Moyen-Orient, centre de contact de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique, continuera d'être l'un des points focaux de la paix et de la sécurité du monde (voir croquis n° 2).

Nous voudrions aborder ici quelques points qui méritent d'être rappelés ou ajoutés aux facteurs d'évaluation stratégique de la situation de la Turquie, dans le passé ou de nos jours.

La politique asiatique de l'Europe, commencée au XVII^e siècle, a acquis une grande importance après l'ouverture du canal de Suez (1866-1869) et celle-ci a continué jusqu'après la deuxième

Croquis n° 1.

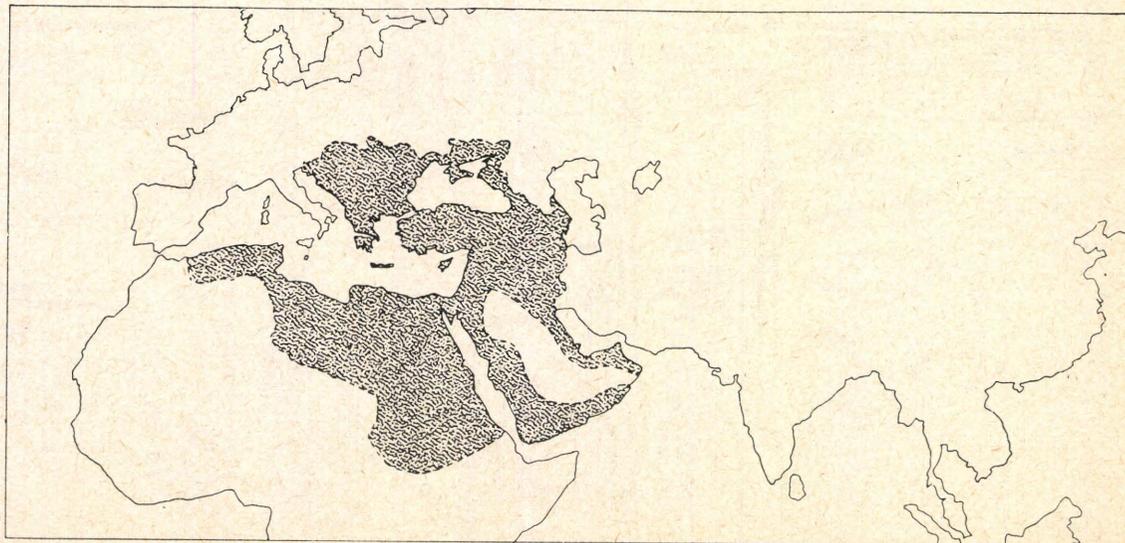


■
Pays du Pacte
de Varsovie

▨
Pays de l'OTAN

▩
Autres pays

Croquis n° 2.



guerre mondiale. Cette situation a contribué à donner au bassin méditerranéen, par où passaient tous les chemins les plus courts menant à l'Asie, une valeur accrue aux yeux des Européens. En conséquence, la protection de ce bassin contre une agression venant du Nord a constitué la base et le but de la politique du Moyen-Orient, politique qui a toujours eu une importance vitale pour les puissances occidentales. Cette politique qui a intéressé tous les pays du monde, ainsi que la place et le rôle de la Turquie dans ses diverses phases, sont trop bien connues pour qu'il soit nécessaire d'entrer dans les détails.

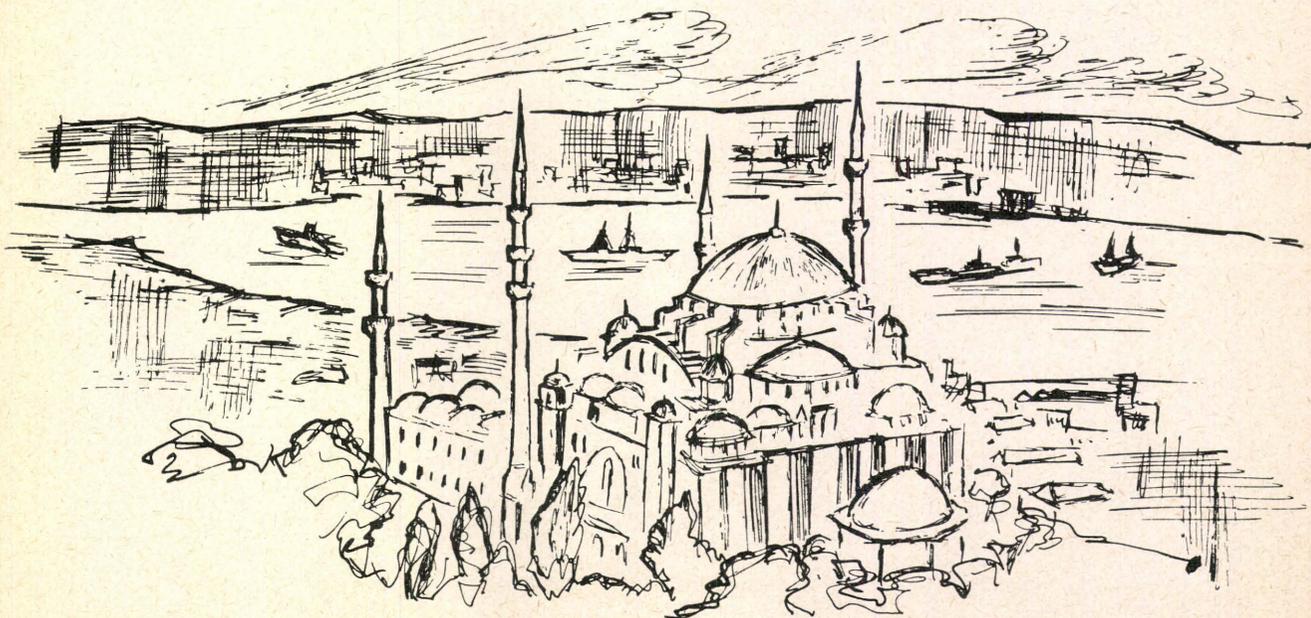
La seconde guerre mondiale et les événements d'après-guerre ont rendu l'Afrique très importante pour l'Europe à tous égards. De plus, le fait que l'Afrique constitue l'un des objectifs majeurs de la lutte idéologique globale et que les chemins les plus courts et les plus effectifs menant à l'Amérique latine, qu'agite également la même lutte, passent aussi par l'Afrique ont porté ce continent au premier plan en politique mondiale. C'est la raison qui a, sans doute, obligé les Nations Unies à s'interposer par la force au milieu des événements sanglants qui se déroulent en Afrique. La menace éventuelle la plus grande en Méditerranée, lien entre l'Europe et l'Afrique, ne peut venir que de la Mer Noire. Les Détroits, obstacles à cette menace, sont entre les mains de la Turquie, qui contrôle également de près la Mer Egée et la Méditerranée orientale. Les voies terrestres et aériennes les plus courtes menant du Nord à l'Afrique ou vice versa passent par la Turquie. C'est pourquoi, tout comme il en fut pour l'Asie par le passé, la Turquie a une importance spéciale pour l'Afrique et les pays mem-

bres de l'OTAN ou autres qui s'intéressent à ce continent.

Les Turcs, tout au long de leur histoire, n'ont jamais bénéficié d'une garantie juridique de l'importance du traité de l'Atlantique Nord, ni d'une aide de l'ampleur de celle que les Etats-Unis et le Canada fournissent généreusement dans le cadre de l'OTAN et de leur programme de défense mutuelle, ni d'un système d'infrastructure aussi large et varié que leur assure le fond commun de l'OTAN, ni enfin des possibilités de se préparer soigneusement en temps de paix contre la possibilité d'une guerre éventuelle. Les relations de la Turquie avec l'OTAN, qui la renforce à tous les points de vue, sont donc empreintes de gratitude et sont menées sur une base de fidélité absolue. Cependant, on ne saurait nier que le résultat de dix ans de coopération entre l'OTAN et la Turquie n'a pas atteint un niveau absolument satisfaisant en ce qui concerne les obligations réciproques en matière de défense commune.

Droit à l'assistance

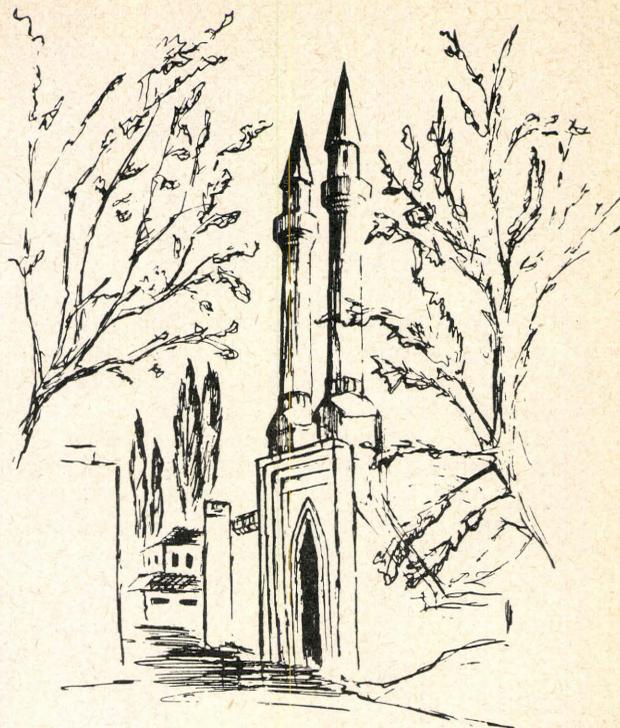
Les questions de logistique qui, d'après les règles de l'OTAN, dépendent des efforts nationaux et sont sous responsabilité nationale créent pour la Turquie un lourd problème qui consiste à mener de front le développement des forces armées et celui de la logistique d'après les critères de l'OTAN. Il est nécessaire pour la Turquie, en vue de mener à bien ses obligations dans le cadre de l'OTAN, d'atteindre militairement, économiquement et technologiquement un niveau suffisant. C'est pourquoi la Turquie devrait recevoir de ses alliés une aide beaucoup plus large et plus rapide, conformément à l'es-



prit de l'Alliance, afin que la défense commune de l'OTAN puisse tirer plein profit de la valeur stratégique sans prix de la Turquie.

Le fait que la Turquie, qui lutte pour un relèvement économique général, se trouve également dans une zone très critique, la plus éloignée du reste de ses alliés (ce qui l'obligera en cas de conflit à faire face aux difficultés d'approvisionnement seule contre le coup initial) fait ressortir la nécessité de répondre d'urgence à ses appels et d'accorder la plus grande priorité, en quantité et en rapidité, à ses besoins d'approvisionnement. La Turquie, qui constitue dans sa région géographique, le bastion le plus avancé de l'OTAN et qui, de ce fait, se trouve dans l'obligation de maintenir des forces armées au-dessus de ses moyens actuels, a également droit à l'assistance de ses amis en raison de l'importance et de la permanence des obligations que lui imposent ses doubles fonctions au sein de l'OTAN et du CENTO.

La Turquie, héritière d'un glorieux passé, où dans les périodes critiques de son histoire son peuple et son territoire ont eu mutuellement à se défendre, est aujourd'hui plus que jamais une forteresse au service de la défense des principes de liberté et de la civilisation commune qu'elle s'est jurée de défendre. L'aide militaire, économique, financière, technique et culturelle qu'il convient d'accorder à la Turquie doit être considérée, par ses alliés, comme une prime d'assurance pour la défense



commune de l'OTAN. Une Turquie aidée et soutenue dans la mesure nécessaire par ses alliés représentera pour l'Alliance une force bien supérieure à celle d'aujourd'hui.

PROTOCOLE D'ACCESSION AU TRAITE ATLANTIQUE DE LA GRECE ET DE LA TURQUIE

Londres, 22 octobre 1951

(Après ratification de ce protocole la Grèce et la Turquie accédèrent au Traité le 18 février 1952.)

Les parties au Traité de l'Atlantique Nord, signé le 4 avril 1949, à Washington, assurées que l'accession du Royaume de Grèce et de la République de Turquie au Traité de l'Atlantique Nord permettra d'augmenter la sécurité de la région de l'Atlantique Nord, Conviennent ce qui suit :

ARTICLE I

Dès la mise en vigueur de ce protocole, le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique enverra, au nom de toutes les parties, au gouvernement du Royaume de Grèce et au gouvernement de la République de Turquie, une invitation à adhérer au Traité de l'Atlantique Nord tel qu'il serait modifié par l'article II du présent protocole. Conformément à l'article 10 du traité, le Royaume de Grèce et la République de Turquie deviendront l'un et l'autre parties à ce Traité à la date du dépôt de leur instrument d'accession auprès du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE II

Si la République de Turquie devient partie au Traité de l'Atlantique Nord, l'article 6 du Traité sera, à compter de la date du dépôt par le Gouvernement de la République de Turquie de son instrument d'accession auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, modifié comme suit :

« Pour l'application de l'article 5, est considérée comme une attaque armée contre une ou plusieurs des parties une attaque armée :

1° contre le territoire de l'une d'elles en Europe

ou en Amérique du Nord, contre les départements français d'Algérie, contre le territoire de la Turquie ou contre les îles placées sous la juridiction de l'une des parties dans la région de l'Atlantique Nord au nord du tropique du Cancer ;

2° contre les forces, navires ou aéronefs de l'une des parties se trouvant sur ces territoires ainsi qu'en toute autre région de l'Europe dans laquelle les forces d'occupation de l'une des parties étaient stationnées à la date à laquelle le Traité est entré en vigueur, ou se trouvant sur la mer Méditerranée ou dans la région de l'Atlantique Nord au nord du tropique du Cancer, ou au-dessus de ceux-ci. »

ARTICLE III

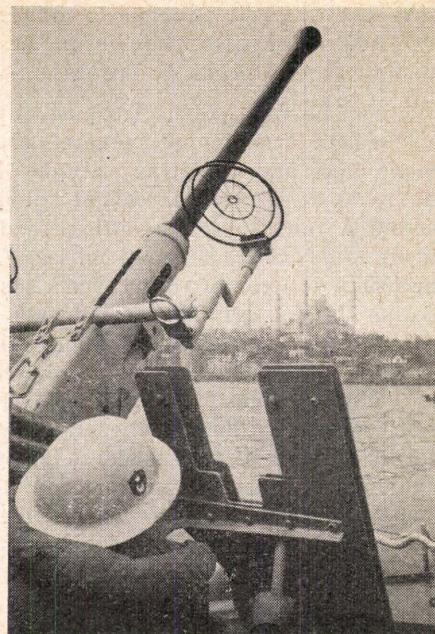
Le présent protocole entrera en vigueur lorsque toutes les parties au Traité de l'Atlantique Nord auront notifié leur approbation au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique informera toutes les parties au Traité de l'Atlantique Nord de la date de réception de chacune de ces notifications et de la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

ARTICLE IV

Le présent protocole, dont les textes en français et anglais font également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Des copies certifiées conformes seront transmises par celui-ci aux gouvernements de toutes les autres parties du Traité de l'Atlantique Nord.

La Turquie est consciente de l'importance de ses routes de navigation et son artillerie est prête à les défendre.

La Turquie est un des pays ayant la plus longue frontière commune avec l'URSS. Comme sa voisine, la Grèce, elle a un terrain et un climat variés qui nécessitent beaucoup d'entraînement dans des conditions diverses. L'armée turque a fait ses preuves en Corée lorsqu'elle attira l'attention sur son efficacité au service des Nations Unies. Les forces turques sont en voie d'être complètement modernisées, car le monde occidental se rend compte de l'importance stratégique de la Turquie. Le Bosphore et les Dardanelles sont, en effet, les seuls couloirs maritimes entre la Mer Noire et la Méditerranée.



LES TURCS SUR LE QUI-VIVE

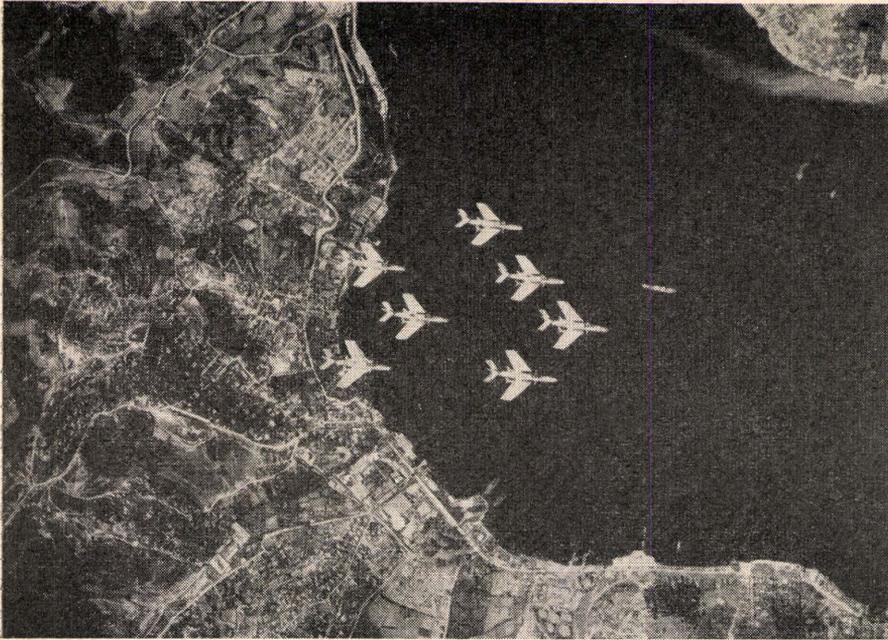


Les fusées « HONEST JOHN », montées sur leurs rampes de lancement mobiles, constituent une arme redoutable.

Pour l'armée turque d'aujourd'hui, les charges traditionnelles de la cavalerie ne sont plus qu'un glorieux souvenir du passé.



(Photos OTAN, par Eddy van der Veen, photos Afsouth et gouvernement turc)

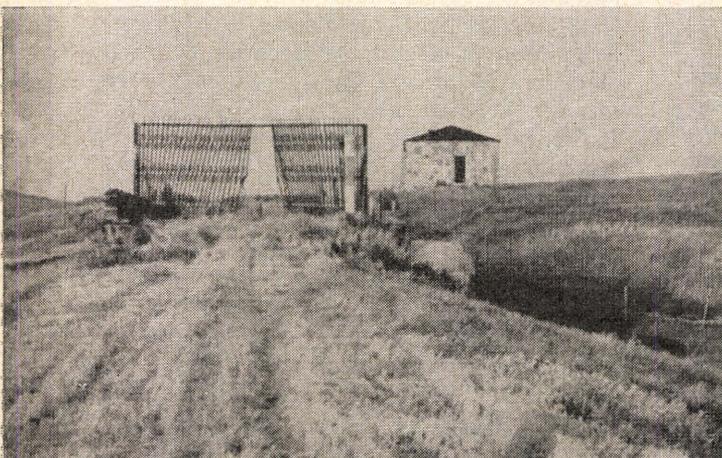


Le ciel doit être surveillé jour et nuit. Voici les avions à réaction turcs accomplissant leur tâche quotidienne.



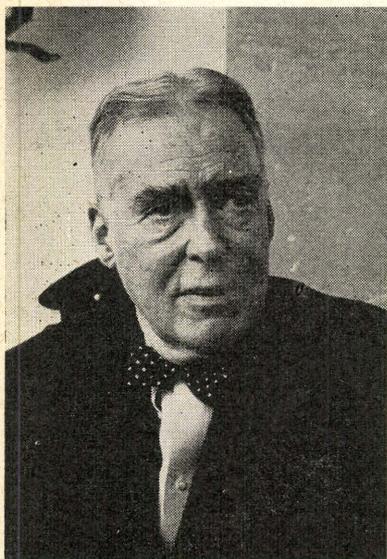
Les Janissaires ont conservé leurs uniformes de parade, mais ils savent se servir des armes les plus récentes.

L'herbe pousse librement sur une route qui mène à l'U.R.S.S. et que peu de gens aiment emprunter.



"NOTRE SEUL ESPOIR : UN BLOC OCCIDENTAL UNI"

— M. Christian Herter à la première réunion de la Convention Atlantique



M. Herter

Photos OTAN, par Eddy van der Veen

Peu de temps après son élection au poste de Président de la Convention Atlantique qui se réunissait à Paris le mois dernier, M. Christian Herter, ancien Secrétaire d'Etat des Etats - Unis, s'est élevé avec force contre ce qu'il a appelé « l'égoïsme national » au sein de l'Alliance Atlantique.

M. Herter, prenant la parole à la séance inaugurale de la première réunion de la Convention Atlantique, a sans doute été la seule personnalité américaine à faire des propositions aussi précises concernant un contrôle international de la politique occidentale.

Voici ses propres termes : « Devons-nous songer sérieusement à mettre au point une méthode en vertu de laquelle les décisions seraient prises à l'échelon international ou supranational, exigeant des nations la renonciation à une partie de leur liberté d'action ? ».

Tout en admettant qu'il « faudra un grand courage pour rompre le charme qu'exerce la notion d'autonomie nationale illimitée », M. Herter a souligné qu'en dehors de cela « aucun progrès réel ne pourra être accompli dans le domaine politique ».

La persistance de divisions entre les nations libres accroît le danger de guerre et la paix dépend de plus en plus de la création d'une véritable communauté des nations atlantiques. Il semble donc qu'un bloc occidental étroitement uni soit le seul espoir d'établir un ordre mondial fondé sur la justice.

M. Herter a critiqué le système actuel d'après lequel les ministres de l'OTAN se réunissent à intervalles relativement longs et en général dans une atmosphère de semi-crise. Entre-temps, le Conseil de l'Atlantique Nord siège dans des conditions ayant « assez peu de rapports avec les problèmes majeurs qui se posent à travers le monde ».

Selon l'orateur, nos efforts doivent tendre à surmonter cette inertie. Peut-être faudra-t-il un véritable choc pour galvaniser les esprits. « Mais devons-nous attendre que quelque catastrophe vienne restreindre notre souveraineté nationale et créer les exigences d'où jailliront de nouvelles énergies politiques ? », demande M. Herter.

Face au honteux mur

Notre situation militaire actuelle est pour une large part le « résultat de l'attaque en Corée. L'apparition des spoutniks a poussé les Occidentaux à prendre des mesures pour renforcer l'efficacité de l'Alliance Atlantique. Maintenant, nous nous trouvons face au honteux mur de Berlin.

M. Herter se pose alors la question : « Que nous faut-il encore pour comprendre que nous devons opposer à cette hostilité sans cesse manifestée une union réelle des forces militaires, économiques, politiques et surtout spirituelles des puissances atlantiques ? Ce n'est qu'en nous unissant que nous réussirons, dans ce siècle, à instaurer la paix ».

Le Professeur Portmann, chef de la délégation française et Vice-Président du Sénat, a souligné dans son discours d'inauguration combien la tâche de la Convention, qui consiste à renforcer l'union des pays occidentaux, est importante pour l'avenir du monde libre. Il a ajouté : « L'unité, plus que jamais, est la garantie de la paix. Nos liens doivent être resserrés en tenant compte de la forme que revêt l'action communiste. Ils doivent, comme elle, s'étendre au monde entier ».

L'élection des Vice-Présidents a donné le résultat suivant : M. Paul van Zeeland (Belgique), Ministre d'Etat et ancien Premier Ministre ; M. Patrick N.L. Nicholson (Canada), Vice-Président de la Délégation et Secrétaire Général du Comité canadien pour l'Union Atlantique ; M. Pietro Micara (Italie), Sénateur et Président de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN ; Lord Crathorne (Royaume-Uni), Président d'Honneur du Comité Atlantique britannique, Chef de la délégation britannique à la Conférence des Parlementaires de l'OTAN et Vice-Président du Groupe Atlantique Européen ; le Général A. Béthouart (France), Sénateur et ancien Président de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN ; et le Dr. Martin Blank (Allemagne), Vice-Président du Deutsch Atlantische Gessellschaft. La nomination de M. R. Wallace au poste de Secrétaire Général de la Convention a été confirmée.

Qu'est-ce que la Convention atlantique ?...

La Convention atlantique est composée de 98 ressortissants de pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Elle a pour tâche de rechercher les moyens d'amener ces pays en contact plus étroit les uns avec les autres, afin de former un bloc atlantique plus solide.

L'idée d'une pareille Convention n'est pas nouvelle. Les premières suggestions en remontent à la Conférence des parlementaires de l'OTAN en 1957, et furent reprises deux ans plus tard.

La Convention est un corps consultatif et n'agit pas pour le compte des gouvernements des pays membres. Chacun de ses membres siège en tant que citoyen privé et n'a pas à s'inquiéter de savoir s'il s'aligne avec la politique du gouvernement de son propre pays.

Les membres sont ainsi répartis : 20 pour les Etats-Unis ; 10 chacun pour la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie ; 7 pour le Canada ; 6 pour la Turquie ; 4 chacun pour la Belgique, la Grèce et les Pays-Bas ; 3 chacun pour le Danemark, la Norvège et le Portugal ; 2 chacun pour l'Islande et le Luxembourg.

L'INSTITUT ATLANTIQUE RÉCLAME UN PROJET D'ENSEIGNEMENT

COMBIEN de fois le Directeur-Général d'une organisation envoie-t-il sa secrétaire chercher un dossier dans la salle de bains ?

L'Honorable Henry Cabot Lodge vous dirait que cela lui arrive plusieurs fois par jour.

M. Lodge vient d'être nommé Directeur-Général de l'Institut Atlantique, organisme bénévole créé pour évaluer et formuler les principaux problèmes auxquels le monde occidental doit faire face, et pour en rechercher les solutions possibles. Depuis qu'il a quitté l'Italie pour Paris en novembre dernier, cet organisme a dû installer ses bureaux dans un appartement du premier étage de l'Hôtel Crillon, donnant sur la bruyante place de la Concorde.

De fait, M. Lodge est séparé de son personnel par la salle de bains, où une grande partie du classement est disposée autour de la baignoire. Le grand salon de l'appartement a été transformé en salle de conférence de l'Institut. Les lettres sont apportées par un élégant chasseur vêtu de blanc.

Cette installation temporaire n'a en rien troublé le programme de l'Institut. Les travaux prévus pour l'année en cours sont déjà bien avancés. Parmi les six projets — ainsi qu'on les nomme —, il en est un qui recommande un vaste programme d'aide, dans le domaine de l'enseignement, aux pays moins développés.

Les membres du Conseil d'Administration de l'Institut ont à ce sujet fait une déclaration, à savoir que jusqu'à présent l'aide occidentale avait été surtout d'ordre matériel, mais que si l'on devait faire davantage que combler un vide, il fallait subvenir à un besoin tout aussi fondamental : l'enseignement.

L'heure a sonné pour l'Alliance atlantique et pour les autres peuples libres de créer et d'appliquer une politique de développement cohérente. Si la liberté et le progrès doivent être préférés à

l'esclavage et au chaos, il n'y a pas d'alternative.

Un technicien qualifié, ajoute la déclaration, a plus de valeur que dix machines ; un fonctionnaire qui a appris l'exactitude est plus efficace qu'un cerveau électronique. Les machines peuvent être importées ; mais l'enseignement ne prend pas seulement racine, il engendre la confiance en soi.

Un bon enseignement n'est pas une question de routine. Il doit permettre aux membres de toute communauté d'assumer leurs propres responsabilités. Il faudrait instruire les instructeurs et former les éducateurs.

Les peuples atlantiques, dit ce rapport, sont qualifiés de façon unique pour œuvrer en la matière. En tant que communauté, ils devraient s'unir pour offrir d'aider les pays moins instruits à atteindre les hauts degrés d'enseignement qu'exige l'âge moderne — et cela dans un minimum de temps.

Dans les mois à venir, l'Institut s'attachera à présenter, après avoir consulté des organisations telles que l'OCDE, un projet qui pourrait servir de base à la coordination des efforts occidentaux.

Nous apprenons, par cette même déclaration, que l'Institut a prévu une conférence pour le mois de mai dans le but d'obtenir l'agrément d'un bref exposé des desseins et des idéaux à longue échéance que les peuples libres détiennent pour toute l'humanité.

Parmi les autres projets qui doivent être étudiés cette année, citons : Quels seront les effets du Marché Commun dans la Communauté atlantique ; quel serait le meilleur moyen pour la Communauté atlantique de protéger sa santé financière et monétaire ? Possibilité de réalisation d'un vaste programme dans le domaine de l'enseignement et des échanges culturels au sein de la Communauté atlantique ; et — Quelle est l'étendue du danger sino-soviétique ?



COMMANDEMENT ALLIÉ EN EUROPE

Nominations au COMBALTAP

Des renseignements complémentaires ont été fournis au sujet du nouveau Commandement Allié des Approches de la Baltique (COMBALTAP), dont nous avons annoncé la création dans notre dernier numéro comme faisant partie des forces alliées du Nord-Europe. Le communiqué suivant a été publié par CINCNORTH, à Oslo : « Le Général Sir Harold Pyman, Commandant en Chef des Forces Alliées du Nord-Europe, a annoncé que, en accord avec les autorités nationales compétentes et avec le Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe, les officiers supérieurs allemands et danois énumérés ci-dessous ont été nommés à des postes de commandement subordonnés du COMBALTAP :

Contre-Amiral G. Wagner (Marine allemande)
COMNAVBALTAP,

Général de Division F.B. Larsen (Armée danoise)
COMLANDJUT,

Général de Division E. Kragh (Armée danoise)
COMLANDZEALAND,

Général de Division H.J. Pagh (Aviation danoise)
COMAIRBALTAP.



Le Général Andersen.

(Photo SHAPE)

Les nominations suivantes ont aussi été annoncées en ce qui concerne les postes de Chef d'Etat-Major du COMBALTAP et de ses commandements subordonnés :

Contre-Amiral S.S. Thostrup (Marine danoise)
COMBALTAP,

Général de brigade W. von Zawadzky (Armée allemande) COMLANDJUT,

Capitaine H.H.O. Wesche (Marine danoise) COMNAVBALTAP,

Colonel A. Sommer (Armée danoise) COMLANDZEALAND,

Colonel P. Zigler (Aviation danoise) COMAIRBALTAP.

Ainsi qu'il a déjà été annoncé, le Commandant des Forces Alliées des Approches de la Baltique est le Général de Corps aérien Tage Andersen, de l'aviation danoise, et son adjoint est le Général de Division Peter von der Groeben, de l'armée allemande. Né en 1899, le Général Andersen est sorti de l'Ecole spéciale militaire danoise et devint lieutenant en 1921. Dix ans plus tard, il dirigeait l'Ecole de l'Armée de l'Air. Après avoir commandé l'aviation en Seeland et en Jutland, il fut placé à la tête du corps d'armée aérien lorsque la 2^e guerre mondiale prit fin. Promu au grade de Général de Division aérienne, il fut nommé Chef du Service d'Observation de l'Armée de l'Air, Ayant suivi les cours du Collège de Défense de l'OTAN, il remplit successivement les postes de Chef d'Etat-Major et de Commandant en Chef de l'Aviation royale danoise. Lorsqu'il prit le commandement des forces aériennes alliées du Nord-Europe en 1959, le Général Andersen fut le premier Scandinave à occuper l'une des trois plus hautes fonctions du Quartier Général de l'OTAN à Kolsas.

Exercice " Long Thrust Two "

Inscrit dans une série d'exercices militaires périodiques jugés nécessaires pour maintenir à un degré élevé l'efficacité des forces de l'OTAN, l'Exercice « Long Thrust Two » a commencé le 16 janvier et se termine le 12 février.

Conçu pour mettre à l'épreuve les possibilités de renforcement des défenses de l'OTAN en Europe au moyen de formations stationnées aux Etats-Unis, cet exercice comporte le transport aérien vers l'Europe de trois groupements tactiques d'infanterie avec leurs services, ainsi qu'une manœuvre tactique consécutive. Environ 6.000 hommes ont été déployés en Allemagne par le service des transports militaires aériens des Etats-Unis pour un exercice défensif avec les forces alliées de la région centrale de l'OTAN.

L'exercice réalisé en Europe est placé sous la direction du Général Lauris Norstad, Commandant Suprême Allié. Ce dernier a chargé le Général d'ar-



▲ L'Amiral Brown.

(Photos SHAPE)

▼ L'Amiral Russell.



mée Pierre Jacquot (France), Commandant en Chef des Forces Alliées du Centre-Europe (CINCENT) des responsabilités du planning et de la réalisation de l'Exercice « Long Thrust Two ».

AFSOUTH

L'Amiral James S. Russel (Etats-Unis) est devenu Commandant en Chef des Forces Alliées du Sud-Europe au cours d'une cérémonie à Naples le 2 janvier. Il remplace l'Amiral Charles R. Brown (Etats-Unis), qui prend sa retraite après avoir rem-

pli cette fonction pendant trois ans. Des soldats, marins et aviateurs appartenant à six pays (France, Etats-Unis, Grèce, Italie, Royaume-Uni et Turquie) ont participé à cette cérémonie traditionnelle et pittoresque. Dans son message d'adieu, l'Amiral Brown a déclaré : « Ma vie a été belle, heureuse et utile, grâce à l'aide de mes collaborateurs. Ensemble, nous avons construit un rempart formidable dans le Sud de l'Europe, un mur solide pour résister à un ennemi commun. Nous avons établi un respect mutuel entre nations et entre individus qu'il est difficile d'égaliser en sincérité même parmi des parents par le sang. Je tiens même à me vanter que nous avons créé un esprit dont la grandeur et l'intrépidité ne peuvent pas être dépassées par aucun autre commandement de l'OTAN ».

Avant de venir à Naples, l'Amiral Russell était Chef Adjoint des Opérations navales à Washington et fut décoré de la « Distinguished Service Medal » après avoir occupé cette fonction pendant plus de trois ans. Sorti de l'Ecole Navale d'Annapolis en 1926, il devint par la suite Commandant en Chef Adjoint de la Flotte américaine de l'Atlantique. L'Amiral Brown occupa aussi ce dernier poste, avant de commander la Sixième Flotte et puis les Forces Alliées du Sud-Europe. Sorti de l'Académie Navale en 1921, il prend sa retraite après plus de quarante ans de service.

AGARD

(Groupe Consultatif pour la Recherche et le Développement Aéronautiques).

Groupe de Travail de la Dynamique des Fluides

Un programme provisoire vient d'être publié concernant la réunion des spécialistes de l'AGARD sur « L'aspect des hautes températures en régime hypersonique », qui doit avoir lieu du 3 au 6 avril au Centre de Formation en Aérodynamique Expérimentale, à Rhode-St-Genèse (Belgique), sous le patronage du Groupe de Travail de la Dynamique des Fluides.

Après les discours de bienvenue et un exposé de M. H. J. Allen (Etats-Unis) sur « Les problèmes de l'avenir en ce qui concerne l'aérodynamique hypersonique », les délégués examineront la questions des « Ecoulements sans frottement ». La matinée du second jour sera consacrée aux « Techniques expérimentales » et l'après-midi à « La cinétique chimique et le rayonnement ». Les discussions sur le premier sujet se poursuivront le lendemain et des rapports seront soumis par des spécialistes du Canada, de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Pendant l'après-midi du 5 avril, on abordera « Le rayonnement et les sillages », tandis que le lendemain matin on examinera « Le transfert de chaleur et les écoulements visqueux ». La réunion se terminera par une discussion générale au sein du Groupe de travail.



CONVERSION AU SOCIALISME PAR " TOUTES LES FORMES DE LUTTE "

Avant que les stratèges du camp communiste aient développé ce qui s'avéra être le « new look » de la méthodologie communiste, le monde tout entier, et particulièrement les fonctionnaires russes, croyaient en la doctrine de saisie du pouvoir par la force et dans l'inévitabilité d'une lutte ouverte entre les mondes communiste et capitaliste. Ce fut par expérience et calcul des risques, plutôt que par modestie, que les nouveaux dirigeants de l'Union soviétique proposèrent de modifier la façon communiste d'aborder le problème — ce qui, d'après eux, ne constituait pas une philosophie nouvelle mais était, enfin, l'interprétation correcte de ce qu'avaient prêché Marx et Lénine. Dans cette nouvelle interprétation entrait la « co-existence pacifique ». Il y était aussi question des façons plus pacifiques d'amener les peuples au sein du socialisme. Le communisme était-il arrivé à un tournant ? Les observateurs optimistes ont pu l'espérer. Le nouveau programme du parti communiste russe révèle cependant que ni les objectifs ni les méthodes n'ont changé, mais uniquement le ton. Ainsi qu'apparaît, « toutes les formes de lutte » seront employées si les dirigeants du parti le jugent nécessaire. C'est l'ancienne politique, mieux déguisée. Voici un extrait du projet de ce programme tiré du chapitre V de la première partie : « Le Mouvement révolutionnaire international de la classe ouvrière ».

« Les communistes n'ont jamais pensé ni ne pensent que la voie de la révolution passe inévitablement par les guerres entre Etats. La révolution socialiste n'est pas nécessairement liée à la guerre. Bien que les deux guerres mondiales, déclenchées par les impérialistes, aient abouti à des révolutions socialistes, les révolutions sont néanmoins parfaitement possibles sans guerres. Les grands objectifs de la classe ouvrière peuvent être atteints sans guerres mondiales. De nos jours, les conditions s'y prêtent plus que jamais.

La classe ouvrière et son avant-garde, les partis marxistes-léninistes, aiment mieux faire en sorte que le pouvoir de la bourgeoisie passe aux mains du prolétariat d'une façon pacifique, sans guerre civile. Cela répondrait aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple tout entier, aux intérêts nationaux du pays.

En s'appuyant sur la majorité du peuple et en s'opposant résolument aux éléments opportunistes, incapables de renoncer à la politique de conciliation avec les capitalistes et les agrariens, la classe ouvrière peut infliger une défaite aux forces antipopulaires réactionnaires, conquérir une solide majorité au parlement, le transformer d'instrument au service des intérêts de classe de la bourgeoisie en instrument au service du peuple travailleur, déployer largement la lutte extraparlimentaire des masses, briser la résistance des forces de la réaction et créer des conditions nécessaires à l'accomplissement pacifique de la révolution socialiste. Tout cela, on ne saurait le réaliser qu'en développant, d'une façon large et continue, la lutte de classes des ouvriers, des masses paysannes et des couches moyennes des villes contre le gros capital monopoliste, contre la réaction, pour des réformes sociales profondes, pour la paix et le socialisme.

Dans les conditions où les classes exploiteuses usent de la violence contre les peuples, une possibilité est à envisager : le passage non pacifique au socialisme. Le léninisme enseigne et l'expérience historique confirme que les classes dominantes ne cèdent pas le pouvoir de bon gré. Dans ces conditions, l'intensité de la lutte de classes et ses formes dépendront moins du prolétariat que du degré de résistance que les milieux réactionnaires opposeront à la volonté de la grande majorité du peuple, de leur recours à la violence à telle ou telle étape de la lutte pour le socialisme. Dans chaque pays la possibilité réelle de tel ou tel mode de passage au socialisme est fonction des conditions historiques concrètes.

Il n'est pas exclu que par suite d'un essor toujours plus grand des forces du socialisme, du renforcement du mouvement ouvrier et de l'affaiblissement des positions du capitalisme, dans certains pays la situation soit telle que, comme l'ont prévu Marx et Lénine, il sera plus avantageux pour la bourgeoisie d'accepter qu'on lui rachète les principaux moyens de production, et pour le prolétariat de « se racheter ».

Les succès de la lutte de la classe ouvrière pour la victoire de la révolution dépendront de la mesure dans laquelle cette classe et son parti assimileront toutes les formes de lutte, pacifiques ou non pacifiques, parlementaires ou non parlementaires, et seront prêts à substituer, rapidement et subitement, une forme de lutte à une autre.

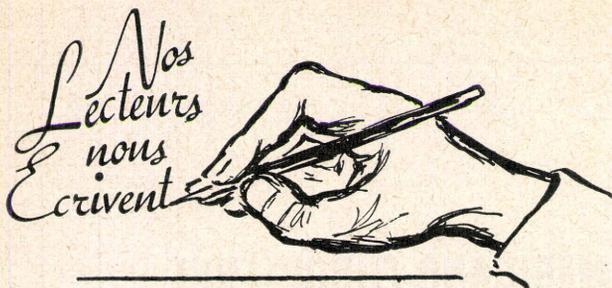
Les lois essentielles de la révolution socialiste étant communes à tous les pays, la diversité des particularités et des traditions nationales, telles qu'elles se sont constituées au cours de l'histoire, engendre des conditions spécifiques du processus révolutionnaire, des formes et des carences diverses de l'accession du prolétariat au pouvoir. D'où la possibilité et la nécessité, dans certains pays, d'étapes transitoires dans le développement de la lutte pour la dictature du prolétariat, la variété des formes de l'organisation politique de la société qui édifie le socialisme. Mais quelle que soit la forme qu'il revêt, le passage du capitalisme au socialisme n'est possible que par la révolution. Si variées que soient les formes du pouvoir d'Etat nouveau, populaire, pendant la période de l'édification du socialisme, leur essence est invariable : c'est la dictature du prolétariat qui représente une démocratie authentique, une démocratie pour les travailleurs.

La république bourgeoise, même la plus démocratique, sanctifiée par des mots d'ordre invoquant la volonté populaire, nationale, ou « au-dessus des classes », reste en fait inévitablement, par la propriété capitaliste privée des moyens de production, la dictature de la bourgeoisie, une machine à l'aide de laquelle une poignée de capitalistes exploite et opprime l'immense majorité des travailleurs. A l'opposé de la bourgeoisie qui dissimule le caractère de classe de son Etat, la classe ouvrière ne cache pas le caractère de classe de l'Etat.

La dictature du prolétariat est celle de l'écrasante majorité sur la minorité ; elle est dirigée contre les exploités, contre l'oppression des peuples et des nations, et tend à l'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme. La dictature du prolétariat exprime non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais aussi de tout le peuple travailleur ; son contenu principal n'est pas la violence, mais une œuvre créatrice, l'édification d'une société nouvelle sans classe, la défense de ses conquêtes contre les ennemis du socialisme.

Pour que la classe ouvrière accomplisse sa mission historique, il importe qu'elle mette fin à la scission dans ses rangs. Aucun bastion de l'impérialisme ne pourra tenir devant une classe ouvrière unie dans une action commune. Les partis communistes sont pour une collaboration avec les partis social-démocrates non seulement dans la lutte pour la paix, pour le mieux-être des travailleurs, pour la sauvegarde et l'extension de leurs droits et libertés démocratiques, mais aussi dans la lutte pour la conquête du pouvoir et l'édification de la société socialiste. »

Extrait du projet de programme du parti communiste de l'Union soviétique publié dans Pravda et Izvestia.



UTILITE DE LA CONFERENCE DES PARLEMENTAIRES DE L'OTAN

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt dans votre numéro de janvier la lettre de M. Rischmüller, de Hanovre. En tant que fonctionnaire permanent de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN, je voudrais essayer de répondre à quelques-uns des problèmes que soulève M. Rischmüller, lequel met successivement en doute l'utilité de :

I. La Conférence des Parlementaires de l'OTAN ;

II. La Convention Atlantique qui s'est tenue à Paris le mois dernier ;

III. L'Institut Atlantique.

I. En ce qui concerne le premier point, je crois que depuis ses débuts en 1955, la Conférence des Parlementaires de l'OTAN a prouvé son utilité si l'on en juge par les recommandations adoptées qui se sont ensuite concrétisées.

Un organisme privé comme celui-là a le grand avantage suivant : les recommandations qui en émanent ne sont jugées que d'après leur mérite. Pour ne prendre que quelques-uns des résultats obtenus par la Conférence des Parlementaires de l'OTAN, qu'il me soit permis de citer les suivants :

- Nomination d'un conseiller scientifique auprès du Secrétaire Général de l'OTAN ;
- Congrès Atlantique en 1959 ;
- Fondation de l'Institut Atlantique (ce dernier exemple n'est peut-être pas très bien choisi puisque M. Rischmüller met précisément en doute l'utilité de cet institut).

L'établissement du programme de bourses OTAN résulte d'une résolution proposée par le Comité scientifique et technique de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN.

En dehors du fait que cette conférence a provoqué des initiatives dans différents domaines, elle présente, entre autres, l'avantage de permettre aux parlementaires de l'Amérique du Nord de rencontrer leurs collègues européens pour discuter avec eux, dans une ambiance non officielle, des problèmes propres à leurs hémisphères respectifs.

Je reconnais que les parlementaires de pays européens sont déjà surchargés de travail du fait qu'ils doivent assister aux sessions de quatre assemblées parlementaires différentes, mais je dirai que les parlementaires de l'Amérique du Nord ne sont pas moins occupés, en raison de l'organisation même des assemblées auxquelles ils appartiennent ; sans toutefois prendre part aux travaux d'un trop grand nombre d'organismes parlementaires.

Pour résumer, j'estime que la semaine passée à Paris chaque année par les parlementaires des pays de l'OTAN pour la conférence est du temps bien employé.

M. Rischmüller mentionne aussi, dans son article, la diffusion en séance plénière du « rapport Lauriol ». Chaque délégué ayant la possibilité de parler en son propre nom, on ne saurait, bien entendu, empêcher personne d'exprimer son opinion personnelle à cette tri-

bune ; on peut dire cependant qu'une certaine discipline règne en général au sein de chaque délégation.

II. La Convention Atlantique a l'avantage, tout comme le Congrès Atlantique de 1959, de réunir des particuliers et certains parlementaires de tous les pays OTAN et de toutes les positions sociales pour leur permettre d'échanger leurs idées sur les possibilités d'amélioration voire d'expansion des institutions atlantiques existantes.

Etant donné que les gouvernements se montrent en général prudents en raison des responsabilités qui pèsent sur eux, il est bon que de simples citoyens puissent formuler des propositions qui frappent l'opinion publique dans tous les pays de l'OTAN.

Les recommandations de cette convention seront soumises aux parlements et gouvernements des pays OTAN, qui pourront soit les adopter, soit les rejeter, mais, si elles présentent un intérêt, chaque parlement national pourra utilement les faire siennes.

III. Le cas de l'Institut Atlantique dont la création est également due à l'initiative des parlementaires de l'OTAN entre dans une catégorie différente.

M. Rischmüller fait observer que les sommes importantes mises à la disposition de l'Institut Atlantique auraient pu être affectées plus utilement à la coordination des travaux des instituts nationaux déjà existants.

Cela répond à son propre argument, car c'est exactement ce que l'Institut Atlantique est censé faire : coordonner les activités des divers pays de l'OTAN en matière culturelle, sociale, scientifique et politique.

O. van LABBERTON

Secrétaire Exécutif

Conférence des Parlementaires de l'OTAN

LA MISSION SPECIALE DE L'INSTITUT ATLANTIQUE

En réponse à la lettre de M. Walter Rischmüller qui a paru dans votre dernier numéro, j'aimerais attirer votre attention sur les faits suivants :

1. L'Institut Atlantique n'entreprend pour ainsi dire pas de recherches véritables ; il ne fait pas non plus double emploi avec des organismes nationaux qui se consacrent à l'étude des affaires étrangères. Il s'efforce plutôt de faire la synthèse, et de permettre une meilleure utilisation, des recherches importantes faites dans l'ensemble de la Communauté atlantique.

2. L'Institut Atlantique assiste les instituts de recherche nationaux en servant de bureau central d'études. L'effort de coopération qui a été fait a déjà devancé tout double emploi et a permis de faire ressortir les lacunes qui existaient dans le domaine de la science.

3. Le fait même qu'il existe peu ou pas de « politique atlantique » commune, ainsi que le déclare M. Rischmüller, a été l'une des principales raisons de la création de l'Institut Atlantique. Il est peut-être inévitable, et bon, que les instituts de recherche, tout comme leurs gouvernements, reflètent la position de leurs pays respectifs vis-à-vis des affaires mondiales. Aujourd'hui, cependant, la somme de ces points de vue individuels pourrait ne pas être suffisante. La seule fonction de l'Institut Atlantique est de rechercher les bases d'une politique vraiment atlantique. C'est une tâche qui exige un travail d'équipe entre les intellectuels, les hommes d'expérience et les instituts de recherches spécialisés de l'Occident. Il sera peut-être plus facile aux gouvernements intéressés de passer des « aspects OTAN des politiques étrangères des pays membres » aux « politiques atlantiques », tout au moins dans certains domaines importants, s'il existe un minimum d'entente au sein de ces groupes, au-delà des frontières nationales.

James R. HUNTLEY,

Secrétaire Exécutif
Institut Atlantique.

VERS UNE CIVILISATION AMÉRICANO-EUROPEENNE

Voici de larges extraits d'un débat sur la civilisation américaine publié, dans son numéro du 1^{er} janvier, par Information et Documents, la revue du Centre culturel américain à Paris. Les deux interlocuteurs sont M. Raymond Aron, professeur à l'Institut d'études politiques et à la Sorbonne, et M. Max Lerner, professeur à l'Université de Brandeis (Massachusetts) et auteur d'un livre déjà classique sur « La civilisation américaine ».

Question : *Quelles sont les caractéristiques essentielles de la civilisation américaine actuelle qui conditionnent son évolution future ?*

MAX LERNER : Je crois que l'on peut distinguer trois éléments qui ont joué un grand rôle dans le passé et qui conditionnent actuellement le devenir de notre civilisation.

En premier lieu, l'Amérique d'aujourd'hui est ce que l'on pourrait appeler un pays « pluraliste ». Ce trait n'est pas nouveau : Walt Whitman disait déjà que les Etats-Unis ne formaient pas une nation, mais une « nation de nations ».

Ce pluralisme se reflète dans tous les domaines. La population américaine est faite d'éléments ethniques extrêmement divers, et on peut dire que la civilisation américaine a fait nombre d'emprunts à des sociétés existantes dont les apports ont conflué vers le Nouveau Monde...

En deuxième lieu, les Etats-Unis constituent une société « ouverte ». Je n'entends pas par là que les Américains ont plus de largeur d'esprit que les autres hommes. On trouve des cas d'intolérance aux Etats-Unis comme partout ailleurs. Je veux dire que les Américains sont ouverts à la fois au monde extérieur et à la personnalité individuelle, si je puis m'exprimer ainsi. Mais pour mieux me faire comprendre, je voudrais rapporter une petite expérience personnelle.

Il y a quelque temps, à Varsovie, on me demandait de définir en un mot la civilisation américaine. J'ai hésité. Il est difficile de trouver un mot qui résume à lui seul un ensemble aussi complexe que la société américaine. En quelques secondes, j'ai passé en revue dans mon esprit les termes associés à l'idée que je me suis formée des Etats-Unis : liberté, tolérance, démocratie, dynamisme... et je me suis entendu prononcer le mot « accès ». Oui, je crois que notre civilisation se caractérise par une pleine liberté d'accès, dans tous les domaines et sous les aspects les plus divers...

En troisième lieu, la société américaine est, pourrait-on dire, « possibiliste ». Le mot évoque pour moi une certaine disposition à tirer le meilleur parti des éventualités qui se présentent, un certain refus des dogmes intangibles, des généralisations abusives, et de l'absolutisme sous toutes ses formes.

L'Amérique est un pays possibiliste dans la mesure où la tradition nationale exige qu'à tout moment chacun choisisse en toute indépendance d'esprit la route qu'il estime la meilleure parmi celles qu'il a la possibilité d'emprunter.

Voilà les trois points — pluralisme, accessibilité, possibilisme — qui, selon moi, caractérisent la civilisation américaine, en fonction de son devenir.

RAYMOND ARON : Max Lerner ne me contredira pas si je lui répons que la civilisation américaine ne se limite pas à trois éléments, ni même à trois cents. Mais il a sans doute énuméré les points les plus importants pour notre propos. Je voudrais compléter néanmoins ce qu'il a dit, en apportant ici un point de vue européen, puis commenter quelques-unes de ses affirmations.

Tout d'abord, il faut mentionner un élément fort important de la civilisation américaine, à savoir son cadre géographique. Ce qui frappe l'Européen qui débarque aux Etats-Unis, pour la première fois, c'est avant tout les dimensions physiques du continent. Personnellement, j'ai subi un véritable choc, provoqué non par les coutumes, la diversité religieuse ou les immenses moyens mis à la disposition de la presse — tout cela est déjà plus ou moins connu en Europe, à une moindre échelle — mais par le fait que nos instruments de mesure habituels ne s'appliquaient plus. Depuis lors, j'ai pris l'habitude de compter différemment lorsque je suis en Europe et lorsque je suis en Amérique. Je me suis adapté à ce changement d'échelle, mais je n'ai jamais oublié l'impression que j'ai ressentie lors de mon premier contact avec la civilisation américaine. Il y a là un facteur qu'il était bon de souligner au passage, car il constitue l'une des données physiques de ce pluralisme dont parlait Max Lerner.

Maintenant, je voudrais précisément commenter ce qu'il a dit sur le pluralisme américain, en relation d'ailleurs avec les deux autres facteurs qu'il a indiqués, l'accessibilité de la société américaine et son possibilisme. Je crois qu'à l'encontre de ce pluralisme on peut relever les constatations suivantes : être américain, cela signifie avant tout se sentir américain, indépendamment de toute appartenance nationale. Je m'explique. Je n'entends nullement suggérer qu'il se produit aux Etats-Unis le même phénomène qu'en U.R.S.S., où les habitants sont avant tout citoyens soviétiques et cumulent avec cette citoyenneté une nationalité particulière. Non. Je veux dire que, pour un Américain, être américain signifie tout autre chose que, pour un Français, être français, par exemple.

Etre américain, c'est faire partie d'un corps politique déterminé, appartenir à la société américaine, à la Cité américaine, en prenant ce terme au sens originel, au sens où l'on parle de la Polis, de la Cité grecque. Tout Américain, même de fraîche date, a un sens profond de son « appartenance » à ce corps politique, à cette Polis que constituent les Etats-Unis. Il en a une conscience aiguë, qui diffère profondément de la conscience nationale, telle que nous la connaissons en Europe.

A quoi cela tient-il ? Peut-être au fait que la société américaine est « opulente », selon un terme que Galbraith a vulgarisé récemment, et qu'il faut prendre dans un sens extrêmement précis. L'opulence américaine

à laquelle je fais allusion consiste non pas tant en une richesse matérielle qu'en une profusion de matériaux bruts, de matières premières. La société européenne s'est développée en fonction de deux facteurs étroitement liés : une pénurie de moyens matériels, une surabondance de population. La société américaine, elle, a été construite sur des données inverses : une surabondance de moyens matériels, une pénurie d'hommes. De là, peut-être, le sentiment d'appartenance et de solidarité qu'éprouvent les citoyens américains.

Il en résulte que les Européens voyageant aux Etats-Unis retirent de leur visite une impression de conformisme, plus que de pluralisme. Or, les deux propositions ne s'excluent pas. Il existe à la fois aux Etats-Unis une tendance pluraliste et, parallèlement, une tendance conformiste..

Question : Les lignes de force de la civilisation américaine étant ainsi définies, est-il possible de prédire ce que deviendra la société américaine au cours des prochaines années ? Le conformisme et la standardisation aboliront-ils le pluralisme et quelles seront les conséquences de ce bouleversement éventuel ? Comment s'orientera la société américaine ?

RAYMOND ARON : On ne peut envisager aucune évolution de la civilisation américaine sans tenir compte du contexte international. Le facteur décisif pour le devenir de la société américaine sera, dans les prochaines années, la course aux armements et les tensions que cette compétition va engendrer.

La nouvelle administration a pris le pouvoir il y a un an avec un certain nombre d'idées généreuses et une conviction bien enracinée, à savoir qu'il est absurde pour les Etats-Unis et l'U.R.S.S. de continuer à gaspiller d'innombrables ressources pour s'armer jusqu'aux dents. En fait, ce que l'administration croyait possible, c'était une sorte d'alliance entre ennemis, contre la guerre. Il semblait en particulier que l'on pouvait s'entendre sur l'arrêt des expériences nucléaires, sinon sur un certain contrôle des armements ou du désarmement.

L'idée de signer un accord avec l'adversaire sur le bannissement des moyens militaires est certes estimable, mais cela me semble une vue de l'esprit. On l'a bien vu lorsque les Russes ont fait interrompre les pourparlers de Genève sur le désarmement. On l'a vu mieux encore lorsque l'U.R.S.S. a repris ses essais atomiques. Cette reprise des expériences me paraît prouver que l'Union Soviétique n'a jamais envisagé sérieusement de désarmer. Elle a fait exploser successivement une cinquantaine de bombes en quelques semaines, ce qui veut dire que les essais avaient été minutieusement préparés alors même que les délégués étaient en train de délibérer à Genève sur l'interdiction des armes atomiques.

Si, comme je le crois vraisemblable, l'U.R.S.S. ne modifie pas son attitude quant au fond, la course aux armements va s'accélérer pendant des années. Peut-être dix, peut-être davantage. Les budgets d'armement vont prendre une ampleur insoupçonnée jusqu'à ce jour. La somme de 45 milliards de dollars (225 milliards de NF) que les Etats-Unis consacrent actuellement à leurs dépenses militaires peut fort bien doubler avant dix ans, notamment parce que l'on sera amené à construire des abris antiatomiques sur une grande échelle. Nous allons entrer dans une période où le monde sera dominé par la peur.

Dès lors, le problème de la standardisation se trouvera déplacé. Je crois que la standardisation continuera de s'appliquer à des activités quotidiennes d'importance secondaire, mais que la recherche, l'enseignement, la culture en général, c'est-à-dire les arts et les sciences y échapperont et donneront, au contraire, matière à une croissante diversification.

La course aux armements entraînera, à mon avis, d'autres conséquences : la société américaine sera moins ouverte et soumise à des tensions plus grandes. Aucune société ne peut se permettre une telle ouverture, à partir du moment où elle se sent en danger. J'ajouterais même que les Etats-Unis ont découvert en même temps leur force et leur insécurité. La civilisation américaine n'a jamais été aussi menacée que depuis qu'elle se sait puissante.

MAX LERNER : Il convient peut-être de passer du général au particulier. Ce que Raymond Aron vient de dire est exact ; encore faut-il préciser les effets extérieurs et intérieurs de cette évolution.

Il est intéressant de constater que la Déclaration d'Indépendance, conçue à une époque où les Etats-Unis ne pouvaient faire figure de puissance mondiale, a été rédigée en prévision du jour où la nation jouerait un grand rôle dans la vie internationale. Aujourd'hui, nous avons l'occasion de mettre notre système à l'épreuve. Un défi lui a été lancé qu'il nous faut relever. Tout l'avenir de notre civilisation dépend de l'issue de cette épreuve.

C'est en me penchant sur cette question que j'ai été amené à réfléchir au destin des civilisations et aux raisons pour lesquelles les civilisations connues ont survécu ou sont mortes. J'ai fini par me convaincre que celles qui ont péri ont été victimes de l'un ou l'autre des deux accidents suivants, que je définirai en termes médicaux : défaillance nerveuse ou artériosclérose — j'entends par là la sclérose des institutions essentielles, des idéaux majeurs, etc.

Le danger est d'autant plus grave que ces deux accidents sont parfois liés : pour lutter contre une défaillance nerveuse, les sociétés sont tentées d'opérer un raidissement, et cette tension provoque l'artériosclérose.

Cela étant entendu, je ne crois pas que l'on puisse limiter la crise à venir à la seule course aux armements. Nous sommes placés devant ce que j'appellerai une guerre politique, dont la course aux armements n'est qu'un aspect. Cette guerre, qui durera sans doute des années, présentera des faces multiples et mettra en cause aussi bien le niveau de vie de chacun que les instruments de propagande dont pourront disposer les gouvernements. Elle sera la pierre de touche de la viabilité de la civilisation américaine. Nous saurons donc dans un proche avenir si notre civilisation peut survivre. Tout dépendra de la réponse qui sera fournie aux trois questions suivantes :

Tout d'abord, l'Amérique peut-elle continuer à assumer la grande tradition révolutionnaire sur laquelle est fondée son histoire ? Les Etats-Unis, nation jeune, donnent depuis quelque temps l'impression d'avoir subitement vieilli. La question est de savoir s'ils parviendront à retrouver leur élan initial. La réponse nous sera fournie bientôt.

Ensuite, les Etats-Unis, qui ont toujours eu tendance à faire partager au plus grand nombre ce qui aurait pu être le privilège de quelques-uns, seront-ils capables de s'adapter suffisamment à la situation pour créer des élites authentiques ? Nous ne pourrions survivre en effet sans rétablir à la tête du pays une élite dirigeante.

Enfin, l'Amérique est-elle en mesure de se réclamer d'une éthique, de valeurs morales sans lesquelles tout combat est vain et qui seules justifient que l'on prenne les armes ?

En fait, la réaction du peuple américain ne m'inquiète pas. Je sais que cette réaction sera saine, du moins au niveau de l'individu. Ce qui me préoccupe davantage, c'est la façon dont se comportera le système dans son ensemble. Quelles seront les incidences de la situation sur la structure même de notre société ? Le danger de la course aux armements sur le plan intérieur est évident. C'est la porte ouverte au militarisme réactionnaire, que représentent aujourd'hui certains dirigeants des plus grandes firmes du pays. Voilà, pour moi, le danger le plus grand qui menace notre civilisation.

Question : Ce problème intéresse tout le monde libre, car le destin des Etats-Unis est étroitement lié à celui de l'Europe occidentale. Celle-ci n'aura-t-elle pas, elle aussi, un rôle à jouer en la circonstance ?

RAYMOND ARON : Il n'est pas aisé de répondre à cette question. Depuis la deuxième guerre mondiale, les rapports entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis se sont modifiés considérablement. Je crois que l'on peut diviser cette évolution en trois phases, la première allant de la fin de la guerre à 1951, la deuxième de 1951 à 1959, et la troisième durant encore.

De 1945 à 1951, l'Europe était en ruines, l'avenir de l'Allemagne semblait imprévisible et la supériorité de la capacité de production américaine apparaissait écrasante. Ce fut le début du Plan Marshall. L'Europe n'était plus qu'un symbole, sans aucune réalité. Tout ce qui comptait, tout ce qui avait une existence réelle se trouvait de l'autre côté de l'Atlantique.

De 1951 à 1959, l'Europe s'est relevée, grâce notamment au succès du Plan Marshall. Elle a prouvé qu'elle était capable de moderniser son économie, de restaurer sa capacité de production à la fois dans le domaine matériel et dans le domaine culturel. Dès 1958, son taux de croissance économique dépassait celui des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. De toute évidence, les Européens seraient capables, au bout d'un certain laps de temps, d'atteindre un niveau de vie aussi élevé que celui des Américains. Bien entendu, ils auraient été avantagés par un marché de 200 millions d'habitants mais, même dans le cadre des anciennes nationalités, on pouvait raisonnablement prévoir qu'éventuellement ils rattraperaient les Américains sur le plan économique. Ces perspectives se sont précisées avec la création du Marché commun, qui abolit les frontières douanières entre six pays d'Europe et crée, pour l'économie européenne, un champ d'expansion presque aussi vaste que le marché américain.

Depuis 1959, un fait important est survenu : la détérioration du pouvoir compétitif de l'économie américaine dans le monde. La crise du dollar n'en est que le symbole — mais un symbole frappant. A la faveur de cet incident, les peuples d'Europe ont senti se modifier les rapports qui s'étaient créés entre les deux continents. C'est avec un malin plaisir qu'ils ont assisté aux difficultés de trésorerie des Américains et aux démarches du secrétaire au Trésor pour obtenir des facilités en Allemagne. Ils n'ont pas davantage dissimulé leur satisfaction lorsqu'ils ont vu un représentant américain rechercher en Autriche, conjointement avec les délégués européens, le moyen de sauver la livre sterling d'une situation difficile. Il s'est même trouvé un journaliste pour comparer la France au Shylock de Shakespeare, et l'accuser de vouloir prélever une livre de chair sur le corps du pauvre Oncle Sam.

Voilà où nous en sommes.

Maintenant, quel sera l'avenir ? L'Europe a fait la preuve de sa viabilité. Elle constitue la puissance économique la plus prospère du monde après les Etats-Unis et bien avant l'U.R.S.S. Cependant, un paradoxe demeure : cette Europe riche et pleine de vitalité ne dispose d'aucun pouvoir sur le plan mondial, à une époque où les forces conventionnelles ont perdu toute signification réelle sur le plan de la stratégie globale.

Faute de ce qu'on appelle un « deterrent », c'est-à-dire une puissante force de frappe nucléaire, elle est obligatoirement tributaire des Etats-Unis. Ce ne sont ni les quelques bombes A françaises ni même les rares bombes H britanniques qui peuvent faire illusion à cet égard.

Au sein de l'Alliance Atlantique cette situation ne va pas sans engendrer d'extrêmes difficultés. En effet, si les Européens ont perdu leur complexe d'infériorité, si même ils voient avec malice que les pays les plus riches ont aussi leurs ennuis économiques, il n'en demeure pas moins qu'ils se sentiront toujours frustrés de leur liberté de décision dans le cas d'une crise semblable à celle de Berlin, par exemple.

Or, l'alternative devant laquelle se trouvent les pays d'Europe est la suivante : ou bien ils acceptent la situation actuelle avec toute la gêne qu'elle implique ; ou bien ils construisent leur propre force de frappe avec les sacrifices économiques que cela comporte et avec le sentiment de dépenser leurs efforts et leur argent à acquérir des connaissances que les Russes possèdent déjà depuis longtemps. Je ne cherche pas à prendre parti, en l'occurrence, pour l'une ou l'autre solution, mais je crois que c'est ce problème qui va dominer dans un proche avenir les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis.

MAX LERNER : Ce problème se pose en effet de façon aiguë, et j'aimerais commenter la situation telle que Raymond Aron vient de l'exposer.

Les Etats s'étant arrogé le pouvoir de faire régner l'ordre — ou un certain ordre — dans le monde, il existe en quelque sorte, à l'heure actuelle, deux forteresses et deux glacis : l'U.R.S.S. et le communisme mondial, d'une part, les Etats-Unis et l'Europe occidentale, d'autre part.

Cette évidence étant admise, il est indispensable que, dans le domaine de la prospérité économique et dans celui de la puissance militaire, tous les pays du monde libre s'unissent étroitement pour faire échec au monde communiste. Le centre de la puissance militaire, quel qu'en soit le lieu, a moins d'importance que son existence même. Mais cela suppose que le monde libre se considère comme une unité aux éléments indissolubles.

Je crois, quant à moi, que cette unité est en très bonne voie. Par un effet cyclique dont l'histoire est coutumière, il se produit aujourd'hui un mouvement de retour des Etats-Unis vers l'Europe, dont ils se sont séparés il y a quelque deux cents ans.

Nul n'ignore que l'Amérique est issue de ce que l'on pourrait appeler le « nexus », le complexe européen. Les Etats-Unis n'auraient pas pu se constituer sans l'Europe, dont ils ont emprunté les forces les plus authentiquement révolutionnaires, employées d'ailleurs à la création d'une civilisation propre et originale.

Aujourd'hui, à l'ère de l'atome, il est devenu impossible à cette civilisation de poursuivre son évolution en vase clos. Dans la mesure où les Etats-Unis et l'Europe constituent la forteresse et le glacis du monde occidental, il se produit une réidentification de l'Amérique avec l'Europe, à la fois dans le domaine de la puissance internationale et de la culture. Les deux civilisations seront nécessairement amenées à se réunifier de la même manière que les civilisations grecque et romaine, quoique très différentes l'une de l'autre, se sont trouvées associées dans ce que l'on appelle aux Etats-Unis la civilisation classique et, en France, la civilisation gréco-romaine.

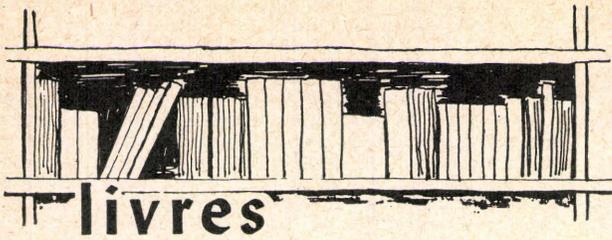
Nous allons donc au devant d'une civilisation américano-européenne. Cette fusion me paraît indispensable, si nous voulons que le monde libre soit à même de gagner cette guerre politique à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, tout en faisant fructifier les valeurs humanistes auxquelles les deux civilisations doivent leur force et leur gloire.

Certes, nous ignorons tous, et Raymond Aron autant que moi, quelles sont les chances réelles de succès de cette entreprise. Mais je crois que si la guerre atomique peut être évitée, et si, en même temps, le monde libre échappe à la défaillance nerveuse et à l'artério-sclérose, la floraison humaniste qui se produira au sein du monde libre réunifié prendra une ampleur sans précédent. Je ne pense pas, d'ailleurs, que, dans cette combinaison, les Etats-Unis doivent jouer nécessairement le rôle de Rome et l'Europe celui d'Athènes, comme l'affirment parfois les Européens...

RAYMOND ARON : Ils le disent parce qu'ils préféreraient jouer le rôle de Rome...

MAX LERNER : Je suis persuadé que l'interpénétration sera totale. Pour leur part, les Etats-Unis peuvent apporter des éléments qui ne sont pas seulement techniques ou mécaniques. Les progrès américains dans le domaine des arts, des sciences, des lettres sont considérables. Je songe, par exemple, à la renaissance des sciences sociales qui a lieu actuellement dans nos universités, et qui a pris, dans une certaine mesure, le relais des recherches européennes. L'Europe influera de même sur l'Amérique dans tous les secteurs. L'une et l'autre contribueront à donner un élan créateur à la nouvelle civilisation atlantique.

RAYMOND ARON : Je ne sais si l'Europe aura ou non à jouer le rôle de la Grèce, mais je sais que les Etats-Unis ne veulent pas jouer celui de Rome. L'Amérique n'a pas cette volonté de régenter le monde qui était celle des anciens Romains. Cela vaut mieux pour ses amis. Malheureusement, cela vaut mieux aussi pour ses ennemis.



« FREEDOM'S FRONTIER — ATLANTIC UNION NOW »

par Clarence K. Streit
(Harper and Brothers, New York, 318 pages, \$ 3,95).

En mars 1939, Clarence Streit publiait, dans la première édition de « Union Now », le plan détaillé d'une union fédérale des démocraties qui serait un premier pas vers une union plus large et plus universelle ; l'ouvrage commençait par cette phrase : « A l'heure actuelle, où un avenir si vaste s'ouvre devant l'homme, la catastrophe menace de l'en couper. » Pendant les vingt-deux ans qui se sont écoulés depuis sa parution, « Union Now » a été réédité de nombreuses fois et traduit en plus d'une douzaine de langues. D'une édition à l'autre, il a subi des révisions et l'ordre des chapitres a été modifié mais, à l'inverse de tant d'autres ouvrages sur les affaires mondiales, qui commencent à dater presque au moment où ils sortent, les arguments de M. Streit tiennent encore. Il écrivait en effet dès 1939 :

« La seule solution serait l'union immédiate des démocraties que l'Atlantique-Nord et mille autres liens unissent déjà — l'union de ces quelques peuples en une grande république fédérale bâtie sur et pour ce qui leur est le plus commun, à savoir le principe démocratique du gouvernement défenseur des libertés individuelles. »

Telle est restée la thèse de « Union Now ». La dernière révision de l'ouvrage date de 1949. L'auteur y examine de nouveau les concepts fondamentaux de sa proposition initiale, en tenant compte des changements intervenus dans le monde. La nouvelle version est suivie de sept des treize chapitres du premier livre et représentée en réalité deux livres en un seul.

La souveraineté obscurcie.

Les tout derniers efforts de M. Streit visent surtout à dissiper ce qu'il appelle « le brouillard qui obscurcit la souveraineté et qui, pendant cinquante ans, a noyé les nations libres sous un « déluge de douleurs ». Il examine la conception de la souveraineté nationale sous des angles différents, en étudie les avantages et les inconvénients à la lumière de l'union fédérale projetée, qui ne supprimerait pas ce que nous sommes arrivés à considérer comme les droits de l'homme essentiels ni la liberté individuelle ; elle n'enlèverait pas aux Etats membres le droit de se gouverner eux-mêmes, mais des changements dans les rouages seraient nécessaires, M. Streit a même élaboré à titre d'exemple une constitution qui figure en annexe à son livre.

Choisissant entre ce qu'il appelle « la solution idéale » et « la solution pratique », l'auteur conclut que nous devons viser à constituer une union atlantique composée des quinze pays membres de l'OTAN. Ce groupe de pays possède — croit-il — suffisamment d'expérience (quoique pas autant qu'on pourrait le souhaiter) des pratiques démocratiques et une communauté d'histoire et d'intérêt qui leur permettrait raisonnablement de se fédérer sur des bases solides de liberté. M. Streit mentionne plusieurs fois la Convention Atlantique des Nations de l'OTAN, dont on trouvera le compte rendu à la page 14 du présent numéro. Cette convention — qui vise entre autres à trouver les voies et moyens d'accroître la liberté des pays de l'OTAN par une plus grande unité politique et économique — est peut-être, estime M. Streit, « l'acte décisif de ce drame ». C'est grâce à « la liberté dans l'union immédiate », écrit-il, que nous pourrions non seulement en finir avec le communisme, mais encore le faire sans guerre mondiale.

Ce programme « liberté-union » pourrait être appliqué dès maintenant poursuit l'auteur, si l'on admet

de réduire la souveraineté nationale, qui a fait son temps comme force unitive pour la paix, puis s'est retournée contre la liberté individuelle qui l'a inspirée. Tout comme le nationalisme unissait jadis les petites principautés pour en faire des nations, la fédéralisation pourrait unir aujourd'hui ces nations dans un pacifique et libre accord. Si nous voulons que continue de régner dans nos pays de liberté l'idée que l'Etat est au service du citoyen, nous devons cesser d'appliquer, entre les démocraties, le principe du « citoyen au service de l'Etat ». Nous nous trahissons nous-mêmes en affirmant que la souveraineté de la nation ne doit pas être sacrifiée, fût-ce au profit de la souveraineté du citoyen.

Obstacles à l'Union.

Le souci de souveraineté nationale des pays libres, qui, d'après M. Streit, serait la cause principale de la guerre de 1914-1918, est le seul véritable obstacle à une union réelle. Il raille ceux qui parlent de fossés (qui n'existent plus, dit-il) entre les différentes cultures et les diverses traditions et pratiques politiques. Il cite l'union des treize Etats américains en 1787 : leurs peuples étaient encore plus divisés qu'on ne le pense actuellement ; ils avaient, il est vrai, un langage commun et une histoire et une nationalité à prédominance britannique ; mais ils manquaient d'expérience politique ; les communications étaient lentes, les querelles entre sectes religieuses engendraient la méfiance. Des différends commerciaux faillirent entraîner la guerre entre l'Etat de New-York, le Connecticut et le New-Jersey ; Boston boycottait le blé de Rhode-Island ; Philadelphie refusait la monnaie de New-Jersey ; New-York massait des troupes à la frontière du Vermont ; l'armée de Pennsylvanie commettait des atrocités contre les colons du Connecticut. Les esprits critiques de l'époque affirmaient qu'une union fédérale était « prématurée », que les intérêts commerciaux des divers Etats pâtiraient de la fédération projetée. Pourtant, les artisans de cette première Union ne s'arrêtèrent pas à ces considérations : ils abolirent le droit de chaque Etat à lever des impôts, à battre monnaie, à conclure des traités, à entretenir une armée et confèrent tous ces droits à une seule union. Ils ne prirent même aucune mesure pour résoudre les « difficultés transitoires ». M. Streit soutient que l'Union est plus facile à réaliser aujourd'hui qu'en 1787, et quand bien même cela serait plus difficile maintenant qu'alors, nous savons que nous y parviendrons.

L'ouvrage de Clarence Streit est le fruit de nombreuses années de recherche, d'étude, d'expérience et de réflexion. Elève ingénieur, et géomètre (chargé de l'arpentage du domaine public en Alaska), il s'est engagé en juin 1917, et a combattu en France ; plus tard, il fut attaché à l'« American Peace Commission » à Paris. Il fit des études en Sorbonne et à Oxford (boursier Rhodes) et devint correspondant étranger de plusieurs journaux américains. Il a suivi à ce titre la guerre gréco-turque, l'ascension de Mussolini au pouvoir, les événements d'Europe Centrale, des Caraïbes, et fut détaché pendant dix ans auprès de la Société des Nations. Quand parut « Union Now » en 1939, les Américains croyaient encore que la neutralité pourrait leur épargner la guerre. Plus tard, les partisans d'« un seul monde » et d'un « gouvernement mondial » ont cherché à transformer l'idée d'union en notion de gouvernement mondial ou « nations unies » ; l'auteur rejette obstinément cette conception universaliste. Dans l'édition de 1949, il dénonce « dix erreurs du point de vue universaliste ». Son nouvel ouvrage — dit-il — est la réponse du monde libre à un problème mondial.

M. Streit consacre depuis lors tous ses efforts à faire avancer cette idée d'union. Président de la « Federal Union, Inc. » de Washington, il est à la fois éditeur et rédacteur en chef de la revue mensuelle de cette organisation, « Freedom & Union ».

Il fut l'un des promoteurs du Mouvement international pour l'Union atlantique, fondé à Paris en juillet 1958 et dont le conseil (composé de neuf membres) comprend les personnalités suivantes : Lord Ismay, ancien secrétaire général de l'OTAN ; S.A.R. le Prince Bernhard des Pays-Bas ; MM. Paul van Zeeland, ancien premier ministre de la Belgique ; Christian A. Herter, ancien secrétaire d'Etat américain, et Robert Schuman, ancien président du Conseil de la France et « père » de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

« KREMLIN TARGET : USA — CONQUEST BY PROPAGANDA »

par Donald Dunham

(Ives Washburn, Inc., New-York, 274 pages, \$ 4,50)

Dans sa préface, l'auteur déclare que ce livre constitue une tentative pour attirer l'attention des Américains, hommes et femmes, au sein et en dehors du gouvernement, sur ce qu'ils perdent au profit de l'URSS dans une guerre à laquelle ils n'ont pas vraiment pris part. Bien que dans son livre l'auteur étudie les objectifs et les méthodes de la propagande soviétique telle qu'elle s'exerce envers les Etats-Unis, les leçons qu'il cherche à donner et les conclusions auxquelles il arrive s'appliquent à l'ensemble du monde libre. Ce livre est un guide précieux de la guerre psychologique menée par les Soviétiques.

M. Dunham montre comment la conquête par la propagande et l'agitation suit, dans tous les pays, une méthode constante quelles que soient les différences fondamentales dans les domaines politique, géographique et culturel. Il montre aussi comment cette méthode a servi de modèle à Fidel Castro pour prendre en main Cuba qui, selon l'auteur, a été pour les Etats-Unis un Pearl Harbour de la Guerre Froide, une défaite sérieuse sur le plan de la propagande. M. Dunham, qui était sur place à l'époque, décrit comment les Communistes se sont emparés de la Roumanie dans les années d'après-guerre et souligne que la tactique employée était la même que celle appliquée à Cuba. Ce livre, publié avant que Castro n'annonçât ouvertement qu'il était communiste, laissait entendre que ce n'était qu'une question de temps pour que Castro en vienne précisément là. L'auteur dit cependant qu'il faudra encore « beaucoup d'agitation et de réorientation avant que les Cubains ne comprennent qu'ils ont été capturés ».

Vaste Plan Rouge.

Le Kremlin a un plan de propagande pour tous les pays du monde et M. Dunham montre que celui qui concerne les Etats-Unis est le plus stratégique et le plus vaste. La société américaine, son organisation gouvernementale, son attitude envers les autres pays et sa puissance, tout cela il faut le changer, le vaincre ou le faire échouer avant que l'URSS ne puisse réussir à achever son œuvre de conquête du monde.

Le plan soviétique de propagande pour les Etats-Unis se divise en trois parties : le combat par la diffamation, la subversion par le mensonge et l'information dirigée.

La première partie est une campagne bien précisée de diffamation contre les Etats-Unis dans les pays non engagés. Les étiquettes que les Soviétiques appliquent aux Américains sont les suivantes : impérialistes, espions, oppresseurs colonialistes, agitateurs révolutionnaires, fauteurs de guerre. Les accusations, sous ces diverses rubriques, sont accentuées ou atténuées selon les besoins de la situation politique. Le livre décrit l'évolution et l'application du plan russe dans des endroits aussi différents que la Roumanie, la Suisse et Trieste, trois régions où l'auteur a appartenu aux services diplomatiques américains. Il montre aussi comment l'URSS cherche à utiliser les Nations Unies comme base de propagande.

La seconde partie du plan de propagande russe consiste à troubler le peuple des Etats-Unis par tous les mensonges que peuvent imaginer les agitateurs du Kremlin. La propagande est surtout destinée au grand public afin qu'il fasse pression sur les pouvoirs législatifs et exécutifs. Les politiques militaire et étrangère des Etats-Unis constituent les principaux objectifs.

Un projet précis.

Une troisième partie fixe l'image des Etats-Unis et de ses citoyens qui doit être imposée à l'esprit des peuples d'URSS. Cette image s'accompagne d'un vaste système de contrôle des moyens d'information qui passe au crible pratiquement toutes les impressions que les Russes peuvent recueillir sur les Etats-Unis, en éliminant les aspects qui pourraient inspirer un défi au régime dictatorial.

L'auteur définit ces trois méthodes, en donne des preuves et les décrit en citant des faits. Soigneusement présentés, ils révèlent un projet bien précis.

Dans la première partie de son livre, l'auteur énonce quelques opinions sur les moyens d'information aux Etats-Unis, en particulier sur les grands journaux. Il explique comment ils sont involontairement les porteurs du germe de la propagande soviétique. L'auteur évoque les problèmes qui se posent aux propagandistes américains et montre qu'ils sont gênés par leur manque de directives politiques. Le dernier chapitre propose des « consignes pour les propagandistes américains ».

Le livre comprend huit appendices, dont un intéressant glossaire sur le langage du Kremlin. L'index est complet et contient tous les renvois. Dans ce précieux manuel de la tactique de propagande soviétique, M. Dunham traite son sujet à fond, dans un style clair et mordant. Il est parfaitement qualifié pour écrire un tel livre, ayant passé de nombreuses années dans des services diplomatiques, culturels et d'information à l'étranger. Ensuite, dans une organisation privée à New-York, il a pu faire une étude détaillée des manœuvres soviétiques de propagande.

« LE GOUVERNEMENT DE L'U.R.S.S. »

par Michel Mouskhély et Zygmunt Jedryka

(Presses Universitaires de France, Paris, 430 p., 24 NF)

Le système soviétique puise en lui-même son ambiguïté fondamentale. A l'envisager dans certains de ses aspects et, plus encore, dans ses prétentions, il n'aurait rien à voir avec les autres systèmes historiques ou contemporains ; à examiner sa situation actuelle, à analyser la terminologie dont il use, il apparaît, en revanche, comme possédant des points de contact et de comparaison nombreux avec le droit commun constitutionnel issu du constitutionnalisme classique. La difficulté, pour connaître politiquement l'U.R.S.S., est de ne s'abandonner à aucune de ces deux sollicitations, celle d'en faire un monde totalement à part, celle, inverse, de ne voir entre ses institutions et la morphologie traditionnelle que des différences secondaires. MM. Mouskhély et Jedryka ont réussi à surmonter cet obstacle. Non, certes, qu'ils se soient réfugiés dans une facile « neutralité » : un exposé « neutre » des phénomènes politiques, et des soviétiques en particulier, étant impossible, et sans doute indésirable, ce qu'ils proposent est une étude « compréhensive » au sens de Wilhelm Dilthey ou de Max Weber, une *verstehende Politologie*, qui connaît non seulement l'objet de la recherche de l'extérieur, mais pénètre de l'intérieur ses raisons d'être et ses propres justifications.

Dans cet esprit ils ont maintenu un équilibre fondamental entre l'observation et l'interprétation. Ils ont constamment fait ressortir ce qu'il y avait d'innovation dans le régime, mais aussi ce qui le rapprochait, tantôt délibérément, tantôt malgré lui, des conceptions déjà connues de l'histoire du droit ou du droit comparé. Ils ont par ailleurs écarté toute systématisation. La façon dont ils abordent le problème implique une certaine spécificité historique, géographique, sociologique, du gouvernement de l'U.R.S.S. : en dépit de son universalisme de principe, le régime adhère à la terre et correspond aux aspects majeurs de la mentalité russe, de même il ne peut être détaché de la structure économique et sociale à détruire, puis à construire. Par l'importance attribuée à ces facteurs, MM. Mouskhély et Jedryka semblent, au moins implicitement, se situer parmi ceux qui rattachent d'abord les traits caractéristiques de la dictature au peuple sur lequel elle s'exerce. Ce n'est qu'une apparence : on est, en effet, frappé de l'immense différence que comporte la suite des « régnes », bien plus divers que ne le furent jamais, en leur succession historique, ceux des empereurs romains ou des rois de France. On peut aussi difficilement voir dans les conceptions du géorgien Staline ou de l'ukrainien Khrouchtchev l'expression incoercible et inévitable du « génie russe », comme s'il s'agissait des œuvres de Tolstoï ou de Dostoïewski.

La primauté du parti.

Ils ne consacrent d'ailleurs au milieu que leur introduction. Ils accèdent à l'essentiel du régime avec

l'étude de la doctrine et du parti qui l'incarne. Ici, ils s'accordent avec la conception prédominante chez les auteurs soviétiques, mais généralement admise aussi par les juristes et sociologues d'Occident, quant à la primauté du parti. M. Raymond Aron fonde même sur celle-ci une nouvelle classification des régimes. Répudiant Aristote et se recommandant de Montesquieu, il retient, pour distinguer les différents systèmes politiques de l'âge industriel, l'unité ou la multiplicité des partis, opposant ainsi les systèmes pluralistes aux systèmes monopolistiques.

L'originalité du système soviétique tient cependant moins à l'unicité du parti qu'à sa structure monarchique. Avant d'être dictateurs dans l'Etat, Lénine, Staline, Khrouchtchev le sont sur le parti. L'essentiel du régime est dans la confusion de deux dictatures qui n'en font qu'une, grâce à leur union personnelle. On en revient ainsi au critère aristotélicien du pouvoir d'un seul. L'innovation est que celui-ci s'exerce à la fois sur l'oligarchie partisane et sur la masse gouvernée.

Bases de la dictature.

L'U.R.S.S. en est à son troisième chef. On saisit aisément les raisons et les bases de la dictature de Lénine : il est le fondateur du régime et son doctrinaire, en même temps que le fondateur et le chef du parti bolchevik. La monocratie est en lui comme congénitale. La dictature de Staline, avec sa vigueur et ses rigueurs, a ses fondements dans le contexte international de l'entre-deux guerres — et finalement le dictateur Staline devint le « Maréchal » Staline. La fortune de Khrouchtchev est, à première vue, beaucoup moins aisément explicable. Elle tient, semble-t-il, en grande partie, à l'institutionnalisation du régime. La révolution datera bientôt d'un demi-siècle, l'actuelle constitution a elle-même un quart de siècle. C'est l'étude de cette institutionnalisation de « l'Etat socialiste soviétique » qui forme sans doute la partie la plus révélatrice du livre de MM. Mouskhély et Jedryka. Les chapitres sur « le pouvoir judiciaire » et « l'administration locale », ceux sur « l'administration économique » et « les contrôles » montrent comment « la dimension économique » ajoutée à l'Etat, loin d'alléger « le gouvernement des hommes » grâce à « l'administration des choses », le renforcent et l'alourdissent. Si on y ajoute l'intervention du parti, achevant de clore le système dans sa dimension idéologique, l'impression de pesanteur et de rigidité devient extrême.

Le fédéralisme serait-il un facteur d'assouplissement ? Oui, s'il était réel. Mais la formule désabusée qui termine le dernier chapitre : « Plus que des autorités autonomes, les Républiques sont des agents d'exécution de l'Union » nous avertit de l'exiguïté des libertés laissées aux Etats membres. On comprendrait d'ailleurs mal que les collectivités soient autrement traitées que les individus qui les forment. Aussi la conclusion de la dernière partie fournit-elle la conclusion de tout l'ouvrage.

De cet ouvrage, la lecture est évidemment à recommander — mais, plus que par sa simple lecture, il vaut peut-être par les réflexions qu'il suggère, par le rôle qu'il peut jouer dans les nécessaires démystifications. Il ne peut jamais être refermé complètement.

DEUTSCHER BUNDESWEHRKALENDAR, 1962

par W. Eckert, K. Schnell

(Walhalla u. Praetoria Verlag, Munich 1961).

TASCHENBUCH FÜR WEHRPFLICHTIGE

par H. Karst, K. Schnell et H. Seidel

(Walhalla u. Praetoria Verlag, Munich 1961).

TASCHENBUCH FÜR WEHRFRAGEN 1960/61

par E. Jahn, K. Neher et H. Pfeill

(Umschau Verlag, Francfort-sur-le-Main, 640 pages).

Ces trois manuels militaires donnent une image détaillée de l'organisation de la Bundeswehr et ne s'adressent pas seulement à l'armée mais aussi au public en général. En plus d'une description des aspects techniques, il y est souligné que la nouvelle armée allemande se trouve étroitement contrôlée par les institutions politiques. De nombreux textes, des tableaux et des cartes montrent comment les forces armées allemandes sont intégrées à l'OTAN. Les questions juridiques et financières sont également abordées, tandis que les prototypes d'armes sont présentés avec l'aide de dessins et de photographies.

Le *Taschenbuch für Wehrfragen* montre que la majorité des armes employées par l'Armée, la Marine et l'Aviation ne sont pas d'origine allemande. Ce livre fournit aussi une image générale des forces de l'OTAN. Les deux premières publications contiennent des tableaux en couleurs représentant les uniformes et grades dans les différents pays de l'Alliance. Le *Deutsche Bundeswehr Kalendar* (Edition 1962) donne une description des uniformes italiens, turcs et portugais, de sorte qu'il ne manque plus que ceux de la Grèce et de la Norvège pour compléter la liste des armées alliées. Les grades étant indiqués en français, anglais et allemand, ces tableaux peuvent rendre de grands services à ceux qui font partie des commandements alliés.

En feuilletant ces intéressants manuels, on se rend bien compte de la différence fondamentale qui existe entre l'ancienne Wehrmacht et la nouvelle Bundeswehr, qu'il s'agisse de l'organisation politique, de la coopération au sein de l'OTAN ou des tâches militaires à accomplir.



« Unis, il n'est guère de domaines dans lesquels nous ne puissions entreprendre une action commune. Divisés, il en est peu où nous puissions agir car nous n'osons pas relever un défi redoutable dans la désunion et la discorde ».

Président John F. Kennedy, 20 janvier 1961.



Sélections d'articles relevés dans les périodiques reçus au siège de l'OTAN pendant les mois de novembre et décembre 1961. Pour obtenir ces articles, écrire aux publications elles-mêmes et non à l'OTAN.

OTAN

MIKSCH, F. O.

«THE CASE FOR NUCLEAR SHARING».

Orbis, Université de Pennsylvanie, automne, p. 292.

L'auteur estime que l'OTAN n'a pas réalisé le programme élaboré à Lisbonne en 1952, mais croit que l'agrandissement du club atomique est inévitable de toute façon.

«THE NORWEGIAN HOME GUARD: A BOOST TO NATO».

NATO Journal, Washington, novembre, p. 50.

STIKKER, Dirk U.

«L'AVENIR DE LA COMMUNAUTE ATLANTIQUE».

Revue Politique et Parlementaire, Paris, décembre p. 3.

NORSTAD, Général Lauris.

«LES NOUVEAUX OBJECTIFS MILITAIRES DE L'OTAN».

Revue Politique et Parlementaire, Paris, p. 11.

«GRANDEURS ET FAIBLESSES DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE».

Le Figaro, Paris, 8 décembre, p. 7.

Une interview avec M. Arthur Conte, Président de l'Union Européenne Occidentale.

BEATON, Léonard.

«DODGING THE NATO COLUMN».

The Guardian, Londres, 12 décembre, p. 10.

Un article sur les problèmes de la stratégie OTAN.

BUCHAN, Alastair.

«THE ATLANTIC DILEMMA».

The Listener, Londres, 14 décembre, p. 1011.

Un article sur le contrôle des armes nucléaires.

WEINSTEIN, Albert.

«OHNE DIE BUNDESREPUBLIK KANN DIE NATO NIGHT VERTEIDIGT WERDEN».

(« Sans la République Fédérale allemande, l'OTAN ne peut pas se défendre »).

Frankfurter Allgemeine, 16 décembre, p. 2.

Interview avec le Général Heusinger, Président du Comité Militaire de l'OTAN en session permanente.

HINTERHOFF, Eugène.

«THE DEFENCE OF THE BALTIC».

The Tablet, Londres, 16 décembre, p. 1203.

Exposé sur le Danemark et le nouveau commandement OTAN des Approches de la Baltique.

WESELCH, Hans Achim.

«DIE NATO TAGUNG ALS BERLIN KONFERENZ».
(« La réunion de l'OTAN devient une conférence sur Berlin »).

Frankfurter Allgemeine, 18 décembre, p. 2.

Analyse du Communiqué Final de la dernière réunion ministérielle de l'OTAN en décembre 1961.

WEINSTEIN, Albert.

«AUF DER SUCHE NACH EINER ATLANTISCHEN STRATEGIE».

(« En quête d'une stratégie atlantique »).

Frankfurter Allgemeine, 19 décembre, p. 2.

«NATO».

Lucht en Ruimtevaart, Bruxelles, n° 10, déc.

Numéro spécial sur l'OTAN avec des articles de M. Stikker, du Professeur von Karman, du Professeur Nierenberg, etc.

BEATON, Léonard.

«GERMANY AND A NATO DETERRENT».

The Guardian, Londres, 8 janvier, p. 6.

L'auteur souligne l'importance de la décision britannique d'accepter la politique américaine au sujet du déterrent ou de soutenir la création d'une force de dissuasion OTAN.

QUESTIONS POLITIQUES

R. S.

«LA CONFERENCE DES PAYS NON ALIGNES A BELGRADE».

Revue de Défense Nationale, Paris, novembre, p. 1806.

«THE CHALLENGE OF EUROPE».

Financial Times, Londres, 27 novembre.

Une étude spéciale comprenant des articles de MM. Hallstein, Giscard d'Estaing, Erhard, Luns, Dequae, Schaus, Gunnar, Lange, Krag, Skaug, Ball, etc.

GAUVENET, A.

«QUELQUES PROBLEMES LIES AU DESARMEMENT NUCLEAIRE».

Politique Etrangère, Paris, n° 4, 1961, p. 307.

DALMA, Alfons.

«THE THIRD BERLIN OFFENSIVE OF THE COLD WAR».

Military Review, Fort Leavenworth, déc., p. 17.

Traduction d'un article déjà publié par **Wehrkunde** dans lequel un observateur de l'Allemagne de l'Ouest analyse la guerre froide autour du problème de Berlin.

QUESTIONS MILITAIRES

LABAYLE-COUHAT, J.

«MARINE ET DETERRENT».

Revue Militaire d'Information, Paris, nov., p. 4.

QUESTIONS ECONOMIQUES

«LES OBJECTIFS DE L'O.C.D.E.».

L'Economie, Paris, 23 novembre, p. 6.

SHONFIELD, Andrew.

«THE COMMONWEALTH AND THE COMMON MARKET».

The World Today, Londres, décembre, p. 532.

AFRIQUE

PERHAM, Margery.

«THE COLONIAL RECKONING».

The Listener, 16, 23 et 30 novembre, 7, 14 et 21 décembre, pp. 795, 851, 898, 960, 1013 et 1057.

Série de conférences sur l'anti-colonialisme et l'anti-impérialisme.

« LE TANGANYIKA ACCEDE A L'INDEPENDANCE ».
L'Economie, Paris, 7 décembre, p. 11.

O'BRIEN, Conor.

« MY CASE ».

The Observer, Londres, 17 décembre, p. 17.

Article dans lequel le diplomate irlandais, M. Conor Cruise O'Brien, explique pourquoi il a démissionné de son poste de représentant de l'ONU au Katanga.

« ABC'S OF THE FIGHT IN THE CONGO ».

U. S. News & World Report, Washington, 25 déc., p. 27.

ALLEMAGNE

SCHNEIDER, Colonel F.

« L'ALLEMAGNE A VOTE ».

Revue de Défense Nationale, Paris, nov., p. 1747.

SCHWARDTFEGER, Manfred.

« GERMANY'S PART IN EUROPEAN NUCLEAR RESEARCH ».

NATO Journal, Washington, novembre, p. 24.

AMERIQUE LATINE

VALLET, René.

« L'AMERIQUE LATINE APRES LA CONFERENCE DE PUNTA-ESTE ».

Revue de Défense Nationale, Paris, nov., p. 1771.

DANEMARK

« LE DANEMARK FACE AU MARCHE COMMUN ».

L'Economie, Paris, 7 décembre, p. 9.

ETATS-UNIS

GALLOIS, Pierre M.

« LA NOUVELLE STRATEGIE AMERICAINE ET SES CONTRADICTIONS ».

Politique Etrangère, Paris, n° 4, p. 320.

« OUTLINE OF THE MILITARY ASSISTANCE PROGRAM ».

Armed Forces Management, Washington, nov., p. 75.

EXTREME-ORIENT

« PAKISTAN ».

Economist, Londres, 2 décembre, p. 923.

Un article sur le Pakistan depuis ses débuts et sur ses perspectives de progrès.

LUNS, J.M.A.H.

« FROM HOLLAND, THE FACTS ABOUT THE LAND SUKARNO WANTS ».

U.S. News & World Report, Washington, 1^{er} janvier, p. 23.

Un article sur la Nouvelle-Guinée par le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

FRANCE

G. P.

« LES RELATIONS ECONOMIQUES DE LA FRANCE ».

Revue Militaire d'Information, Paris, nov., p. 59.

BERIN, Jean-Pierre.

« LA LOI DE FINANCES 1962 ».

Revue Militaire d'Information, Paris, déc., p. 8.

MESSMER, Pierre.

« EQUILIBRE DES MOYENS ».

Le Courrier du Parlement, Paris, 5 janvier, p. 1.

MOYEN-ORIENT

RONDOT, Pierre.

« LA CRISE SYRIENNE : CAUSES ET CONSEQUENCES ».

Revue de Défense Nationale, Paris, nov., p. 1787.

NORVEGE

« NORWAY IN THE WORLD MARKET—MATERIALS AND PRODUCTS OFFERED NATO NATIONS ».

NATO Journal, Washington, novembre, p. 44.

ROYAUME-UNI

GERMAIN, Commander L.

« L'AVIATION BRITANNIQUE ».

Revue Militaire d'Information, Paris, nov., p. 11.

U.R.S.S.

CABANNE, Claude.

« LE XXII^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE DE L'U.R.S.S. : RETOUR AUX SOURCES, ASSOULISSEMENT DU REGIME ? ».

Revue Militaire d'Information, Paris, déc., p. 4.

YOUGOSLAVIE

DE LA RUE, Philippe Aubert.

« LE NEUTRALISME YOUGOSLAVE ».

Politique Etrangère, Paris, n° 4, 1961, p. 327.

Cours à l'Institut pour les Études européennes "Alcide de Gasperi"

L'ouverture des cours annuels de l'Ecole de perfectionnement de l'Institut pour les études européennes « Alcide de Gasperi » a eu lieu le 6 novembre dernier au siège de l'Institut à Rome (Viale Pola, 12). Le but de cette école est de former ceux qui aspirent à jouer un rôle dans les organisations européennes ou à collaborer avec elles à travers leurs organismes nationaux. Les cours, qui se termineront en novembre 1962 sont destinés aux jeunes universitaires licenciés et aux personnes ayant déjà une certaine expérience des organisations nationales ou internationales. Les candidats reçus à l'examen final se verront discerner un diplôme d'études européennes.

Les sujets inscrits au programme vont de l'Histoire de la civilisation européenne à la Géographie économique et du Droit administratif international aux problèmes de politique agricole et fiscale. Les cours complémentaires donnent la terminologie économique, juridique et administrative des organisations européennes en français, en anglais et en allemand. Notons que l'Institut pour les études européennes « Alcide de Gasperi » a été créé en avril 1956 afin de promouvoir le progrès des disciplines européennes et de favoriser les initiatives culturelles qui se rapportent aux problèmes économiques, juridiques et sociaux issus de l'intégration et de la collaboration européennes.

COMMENT SOUTENIR L'ALLIANCE ATLANTIQUE

En votre qualité de citoyen de l'un des pays de l'OTAN, vous jouissez de la protection de l'Alliance Atlantique. Si vous désirez servir les buts et les idéaux de l'OTAN, votre soutien sera chaleureusement accueilli par les organisations nationales privées qui s'occupent de cette tâche.

La principale organisation établie pour renseigner le public sur les objectifs de l'OTAN et pour aider celle-ci à les atteindre est l'Association du Traité de l'Atlantique, dont le siège se trouve actuellement : 165, rue de l'Université, Paris (7^e). Le bureau international de l'ATA est ainsi composé :

Président : S. Exc. M. W. Randolph Burgess (Etats-Unis)

Vice-Présidents : M. Ivan Matteo Lombardo (Italie), Dr Richard Jaeger (Allemagne), Lord Crathorne (Grande-Bretagne).

Secrétaire Général : Général J.-E. Valluy (France)

Trésorier : M. Per Markussen (Danemark)

Secrétaire du Comité pour l'Education : M. John Eppstein, Benjamin Franklin House, 36, Craven Street, Londres, W.C.2

Il existe une organisation membre de l'ATA dans chaque pays de l'OTAN et il suffit de s'y adresser pour se documenter sur ses activités. Voici la liste de ces organismes :

Allemagne : Deutsche Atlantische Gesellschaft
Koblenzer Strasse 102, Bonn
Président : Dr Richard Jaeger
Vice-Présidents : Dr Martin Blank, Prof. A. Süsterhenn, Prof. U. Scheuner
Secrétaire Général : M^{me} Fischbach-Wilke

Belgique : Association Atlantique Belge
4, rue Saint-Jean, Bruxelles
Président : M. Gustave Kestelin
Vice-Président : M. Robert Nieuwenhuys
Secrétaire Général : M. J.-H. Pirenne

Canada : Canadian Atlantic Co-ordinating Committee
230, Bloor Street West, Toronto
Président : Prof. Edgar Mc Innis
Vice-Président : M. Marvin Gelber
Secrétaire Général : M. E. Greathed

Danemark : Association Atlantique Danoise
Forchammersvej 13, Copenhague
Président : M. Sigurd Hjby
Secrétaire Général : M. Per Markussen

Etats-Unis : Atlantic Council of the United States
705 Grange Building, 1616H Street N.W.
Washington D.C.
Président : M. Christian Herter
Vice-Président : M. Dean Acheson
Secrétaire Général : M. James Barco

France : Association Française pour la Communauté Atlantique
185, rue de la Pompe, Paris
Président : Amiral Sala
Vice-Présidents : M. Antoine Pinay, M. René Plevin
Secrétaire Général : M. Pierre Mahias

Grande-Bretagne : British Atlantic Committee
Benjamin Franklin House, 36, Craven Street, Londres
Président d'Honneur : Lord Crathorne
Président : M. R. Goold-Adams
Secrétaire Général : Air Commodore Langdon

Grèce : Association Hellenique du Traité de l'Atlantique
39 Eleftriou Venizelou Av., Athènes
Président : Amiral C. Alexandris
Vice-Présidents : Prof. Calogeropoulos-Stratis, M. Peter Mamopoulos
Secrétaire Général : Prof. G. Daskalakis

Islande : Association pour la Coopération Occidentale
Tjarnagata 16, Reykjavik
Président : M. Peter Benediktsson
Vice-Président : M. T. Thorarinnsson
Secrétaire Général : M. O. Thorgilsson

Italie : Comitato Italiano Atlantico
Palazzo Firenze, Piazza di Firenze 27, Rome
Président : M. I.M. Lombardo
Vice-Présidents : Prof. G.L. Bassani, Général G. Levi de Leon

Luxembourg : Comité Atlantique du Luxembourg
9, rue Clairefontaine, Luxembourg
Président : M. Arthur Calteux
Secrétaire Général : M. Jules Pierret

Norvège : Comité Atlantique Norvégien
Youngsgt 11, Oslo
Présidents : M. Nils Langhelle, M. Trygve Lie
Secrétaire Général : M. E. Berdal

Pays-Bas : Atlantische Commissie
Nassau Zuilensteinstraat 9, La Haye
Président : Général Mathon
Secrétaire Général : M. Jan Kortenhorst

Portugal : Comissao Portuguesa do Atlantico
Rua Almeida Brandao 39, Lisbonne
Président : Dr Augusto de Castro
Secrétaire Général : Dr A Fortunato de Almeida

Turquie : Groupe Turc de l'ATA
Institut des Relations Internationales, Faculté des Sciences Politiques, Université d'Ankara
Président : Prof. Mehmet Gönübol
Secrétaire Général : Dr F. Armaoglu

Les

NOUVELLES DE L'OTAN

peuvent être obtenues à l'une des adresses suivantes

ÉDITION FRANÇAISE

« *Nouvelles de l'OTAN* »

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine, Paris, 16^e.

ÉDITION ALLEMANDE

« *NATO Brief* »

Presse-und Informationsamt der Bundesregierung.
Welckerstrass, 11, Bonn, Allemagne.

ÉDITION ITALIENNE

« *Notizie NATO* »

Comitato Italiano Atlantico,
Piazza di Firenze, 27, Roma (2), Italie.

ÉDITION DANOISE (trimestrielle)

« *NATO Nytt* »

Atlantsammenslutningen
Forchammersvej 13,
Copenhague, Danemark.

ÉDITION TURQUE (trimestrielle)

« *NATO Dergisi* »

Uçan Türk
Türk Hava Kurumu,
Ankara, Turquie.

ÉDITION ANGLAISE

« *NATO Letter* »

Royaume-Uni - distribution exclusive

The Central Office of Information
Hercules Road, Westminster Bridge Road,
London, S.E.I.

Etats-Unis

Distribution Planning,
Office of Public Services,
Department of State, Washington 25, D.C.

Canada

The Department of External Affairs,
Information Division.
Ottawa, Ontario.

Autres pays

Service de l'Information de l'OTAN,
Porte Dauphine,
Paris (16^e) France

ÉDITION GRECQUE (trimestrielle)

« *Δελτίον NATO* »

Association Hellénique du Traité Atlantique
39, avenue El. Venizelos,
Athènes 1, Grèce.

Les **Nouvelles de l'OTAN** sont publiées par le Service de l'Information de l'OTAN

Rédactrice en chef : SHEVAWN LYNAM

Rédacteurs adjoints : JEAN DE MADRE et JOHN S. HODDER
Maquettistes : LESLIE BLINN, A. MORANGE, R. FOURNIER et M. MORAND

Des exemplaires sont envoyés gratuitement aux organisations et aux personnes s'intéressant spécialement aux affaires internationales. A moins que le contraire ne soit spécifié, les articles et documents peuvent être reproduits librement en mentionnant leur origine. La reproduction des articles signés doit contenir le nom de l'auteur.

